

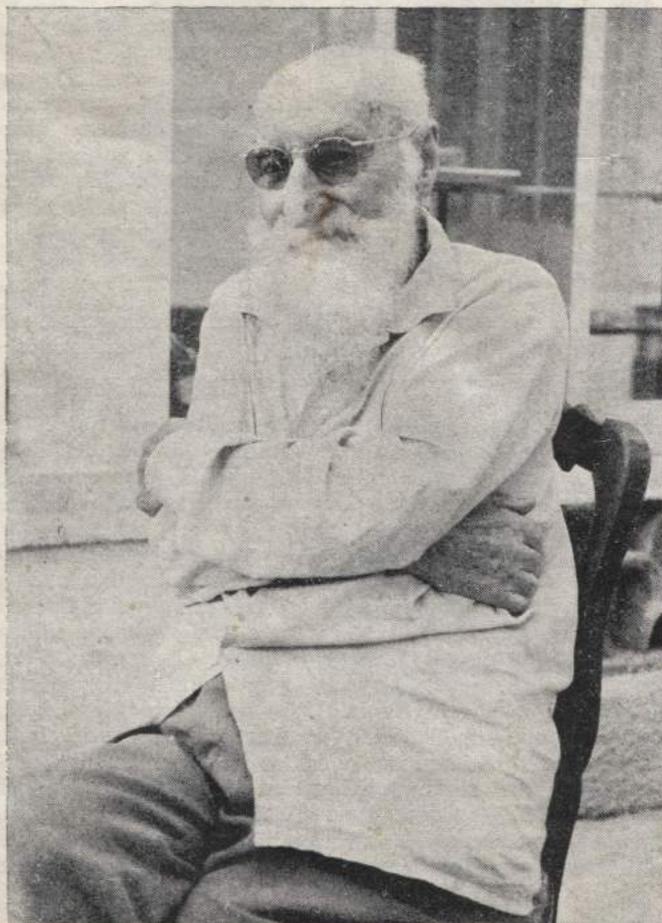
la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE - FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

ROBERT LOUZON

Un grand intellectuel au service de la révolution ouvrière

Malade depuis près de deux ans, notre vétéran a dû suspendre sa collaboration à notre revue, collaboration qui s'est poursuivie sans interruption depuis plus de cinquante ans. Mais ce lutteur, cet authentique révolutionnaire, souffrait d'être réduit au silence par la maladie et la vieillesse. Aussi quand il le pouvait il ne manquait pas de nous adresser ses encouragements à poursuivre la tâche à laquelle il a consacré une grande partie de sa vie. C'est ainsi qu'en août et en octobre 1975, il nous adressait les deux lettres suivantes qui peuvent être considérées comme son testament politique...



9 août 1975.

Chers amis,

Comme je ne sais combien de temps je serai encore capable d'écrire une lettre, j'écris celle-ci aujourd'hui pour vous dire combien j'ai apprécié votre aide et votre collaboration pour poursuivre l'œuvre que, à tort ou à raison, j'ai essayé de poursuivre pendant quelque chose comme près de trois quarts de siècle.

Mon grand espoir est que si peu qu'elle vaille, elle contribuera à une certaine amélioration du sort de l'humanité et surtout à un développement plus poussé de ce que Proudhon appelait la justice, ce dont il disait qu'il ne savait pas trop ce qu'elle était mais qu'il était prêt à donner sa vie pour elle.

Vous aussi vous avez contribué aussi largement et même plus que moi à ce double effort. Je vous en remercie.

**

10 octobre 1975.

Mes chers amis,

Ce simple mot pour vous réaffirmer une dernière fois ma foi dans le socialisme et ma conviction qu'il se réalisera.

Et que la Révolution Proletarienne a été dans la bonne voie chaque fois qu'elle s'est dressée contre la trahison du socialisme révolutionnaire, le seul socialisme méritant ce nom, les autres n'étant que des masques conscients ou inconscients, pour la contre-révolution.

L'ŒUVRE PUISSANTE D'UN RÉVOLUTIONNAIRE

Il est difficile — et peut-être prétentieux — d'évoquer la vie d'un vieil ami qui vous a surclassé par son intelligence, son savoir, son expérience, sa foi, son énergie et à qui l'on doit de s'être engagé dans la voie où l'esprit trouve son indépendance.

Pourtant il faut que cette vie marquée de violence affichée et de sensibilité retenue soit retracée : elle est riche d'exemples et de sujets de réflexion. Je m'y risque donc, puisant tantôt chez Robert Debré (*l'Honneur de vivre*) tantôt dans les notes de Péra ou de Charbit, tantôt dans le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français* de Jean Maitron, tantôt dans mes souvenirs personnels ou des trouvailles au hasard de son œuvre. Mais cette évocation ne demande qu'à être complétée.

LA FORMATION

Né en 1882, à Montmartre, dans une famille de bourgeois aisés, orphelin de bonne heure, il recevra d'elle les moyens d'assurer son indépendance financière. Tout jeune, interne au lycée, il fait de bourgeoises études classiques « latin-grec ». C'est dans le monde antique que sa rigueur rencontrera ses premiers maîtres ; mais c'est « dans les Mystères de Paris » d'Eugène Sue que sa sensibilité découvrira l'injustice et la misère. Au lycée, il se lie avec Robert Debré d'une amitié qui l'accompagnera jusqu'à son dernier jour. Ensemble ils exploreront le malheur de l'enfance miséreuse que chacun combattrait mais par des voies totalement différentes.

A peine adolescent, jeune étudiant en droit, il se préoccupe de son avenir ; non pour « sa situation » mais pour l'orientation qu'il donnera à une vie qu'il veut agissante. Il confie par écrit à un camarade ses réflexions : il ne prendra pas place dans la bourgeoisie libérale type Ferdinand Buisson. Il hésite entre le socialisme qui rassemblera les masses et l'anarchisme dans lequel l'action directe la plus extrême sera l'aiguillon de l'action.

Il lit, il s'informe, il aura l'occasion de contacts humains particulièrement enrichissants grâce à Debré qui a créé avec Jacques Maritain un journal pacifiste pour enfants « Jean-Pierre », journal que Péguy héberge au quartier latin dans la boutique des « Cahiers de la Quinzaine », lieu de rendez-vous de tous ceux que l'affaire Dreyfus rassemble. Ce sera pour Louzon une occasion de prendre parti et de publier des articles « scandaleux » dans le « *Mouvement Socialiste* ». Là, Louzon connaîtra Georges Sorel, l'auteur des « réflexions sur la violence » et subira son influence. Là aussi il rencontrera Pierre Monatte qui s'occupe de « *Pages Libres* ». Mais le hasard — un mot que Louzon n'aimait pas — va lui apporter une révélation. Laissons-lui la parole (*R.P.* octobre 1971) : « Tout jeune, porté par une force instinctive, irrévocable vers le mouvement ouvrier, je dévorais tout ce que je trouvais dans la littérature alors fort abondante publiée par les socialistes de toutes écoles depuis les articles de Rochefort jusqu'au Manifeste Communiste et aux œuvres de Kropotkine. Un jour au hasard d'un kiosque, je découvre le « *Père Peinard* ». Et ce fut une révélation. Pouget me révélait à moi-même mes propres idées, celles que je n'ai pas quittées. »

AVEC LA CLASSE OUVRIÈRE

Il se sent et se veut solidaire de la classe ouvrière. Dès 1899 (à 17 ans), il s'inscrit au groupe des étudiants collectivistes et, l'an suivant, il prend place logiquement au Parti ouvrier socialiste révolutionnaire qu'anime l'ouvrier typographe Allemane. Si, en 1906, il donne son

adhésion au rassemblement qui s'incarne dans le Parti Socialiste unifié (S.F.I.O.), il n'y apportera pas une activité militante.

Tout en explorant les voies du socialisme, le jeune Louzon s'est trouvé licencié en droit. Il pressent que le Droit ne sera pas le moteur du vingtième siècle qui s'annonce technique. Avec sa puissance d'intelligence et de travail, il bûche les maths, entre à l'école des Mines, en sort ingénieur, ce qui lui vaut un emploi dans les entreprises minières d'Espagne, puis la direction d'une usine de la *Compagnie du gaz de Paris*, celle de Saint-Mandé. Ce qui ne l'empêchera pas de présenter son Doctorat en droit en choisissant comme sujet de thèse : « La propriété des mines en France ». Sujet social qu'il termine par cette phrase : « le Syndicalisme Révolutionnaire dans les organismes d'Etat est un élément de progrès ». Affirmation qui n'est pas du goût du président du jury. Il doit la retirer.

Mais s'il a retiré une phrase, il va marquer par deux gestes son adhésion au syndicalisme révolutionnaire. L'A.I.A. (Association Internationale Antimilitariste) ayant publié une affiche volontairement outrancière, « l'Affiche Rouge », ses signataires sont poursuivis ; Louzon se solidarise avec eux. De plus, une occasion se présente d'assurer un siège social à la C.G.T., il la saisit. La centrale syndicale était locataire de son local (8.000 F par an) au 33, de la rue Grange-aux-Belles. Cet immeuble est mis en vente par adjudication. Louzon l'achète le 5 juin 1907 et par acte du 1^{er} novembre 1907 il fait apport de cet immeuble estimé 110.000 francs à une société d'imprimerie où seront associés avec lui trois militants de la Confédération : Griffuelhes, Garnery et Dret. Griffuelhes sera pour la durée de la société (10 ans) le gérant de la société. Par ce biais, la C.G.T. sera maintenue dans son siège.

Mais comment concevoir à une époque où la vieille société bourgeoise s'épouvante devant l'unité socialiste et le développement syndical que la Compagnie du Gaz de Paris puisse maintenir sa confiance à un directeur d'usine qui approuve l'« Affiche Rouge » et loge la C.G.T. ? Louzon n'aura qu'à faire ses malles !

Les Compagnies n'en ont pas fini avec lui pour autant. Dès la création de la *Vie Ouvrière* par Pierre Monatte, Louzon fait partie du noyau et donne à la revue un premier article sur « le Trust du matériel des Usines à Gaz » qui sera suivi de documents et de grandes études sur l'évolution des techniques.

A COTE DES ARABES

En 1913, Louzon quitte Paris avec sa compagne, Ita Mamescasse et va vivre en Tunisie. Au Droit et aux techniques, il ajoute un nouveau sujet d'étude et d'expérience : l'agriculture ; il va s'occuper d'une exploitation agricole tout en prenant connaissance d'une autre réalité du régime capitaliste : l'exploitation des peuples colonisés. Il se lie avec le Destour dans la lutte contre le colonialisme et sa vie durant gardera son amitié à plusieurs d'entre eux.

1914 conduit à l'armée et à la guerre ce combattant antimilitariste. Comme beaucoup de militants, il a obéi à l'ordre de mobilisation au 4^e zouaves laissant Ita Louzon à Tunis. Alors qu'il est capitaine, son régiment subira sur le front des Flandres la première et percutante des attaques aux gaz asphyxiants. Il tombe : une balle a traversé son rein droit. Il survit, reçoit la Légion d'Honneur — qu'il ne portera jamais dans sa vie civile, mais qu'il utilisera pour aider des camarades espagnols à se sortir des griffes de notre police. Il ne s'était pas joint aux militants syndicalistes qui, en pleine guerre, ont cherché à renouer avec les organisations pacifistes internationales. Cette attitude lui a

valu par la suite quelques persiflages dont il s'irritait fort. J'ai eu l'occasion d'en parler avec lui. Il assurait ne pas avoir cédé en 14 à un réflexe nationaliste, mais à la conviction que le militarisme allemand était le danger primordial. Comme je remarquais que les socialistes allemands — qu'il n'aimait pas — avaient justifié leur « nationalisme » par la nécessité d'abattre le tsarisme, il me fit valoir que depuis 1905 le régime tsariste lui semblait à bout de souffle et que sans l'action des puissances occidentales la Russie tout entière deviendrait terre d'exploitation allemande et que le Prussien dominerait l'Europe et sans doute le monde.

Evidemment les coups de tonnerre successifs qui ébranlent la Russie en 1917 le bouleversent et l'enthousiasment. Ce n'est plus des armées occidentales qu'il attend l'écrasement de la domination des junkers, c'est de la Révolution allemande et il attribue, peut-être abusivement, l'armistice du 11 novembre 1918 plus à la classe ouvrière allemande révoltée qu'aux offensives de Foch.

DU P.C. A LA R.P.

En 1919, il retourne à Tunis, se retrouve à la section socialiste qui opte au Congrès de Tours pour l'adhésion à la Troisième Internationale ; il assure la direction de *l'Avenir Social*, organe de la Fédération Communiste Tunisienne, prend le secrétariat de cette Fédération et recommence ses campagnes contre l'armée bourgeoise qui menace l'U.R.S.S. Poursuites pour « diffamations contre les officiers de l'armée française ». Condamnation à une amende anodine.

À la fin de 1921, la Fédération lance un quotidien de langue arabe. Interdiction huit jours après. Nouveau journal le lendemain. Interdit aussitôt. Ce jeu continue jusqu'à ce qu'un décret soumette toute parution d'un journal de langue arabe à une autorisation préalable. Louzon riposte et prend la responsabilité d'une brochure en langue arabe. Nouvelles poursuites pour « attaque contre les droits et les pouvoirs de la République Française » et exhortation à la haine des races ! Très libéralement, les juges lui octroient six mois de prison suivis de l'expulsion. Ainsi il a affirmé une action anticolonialiste qu'il continuera jusqu'à ses derniers jours.

Le revoilà en France où il s'installe avec Ita à Beausoleil sur la Côte d'Azur. Il retrouve, aux côtés de Monatte, la *Vie Ouvrière* et il publie régulièrement dans *l'Humanité* des études économiques et sociales.

En 1924, malgré son peu de goût pour l'électoratisme, il prend part dans les Alpes-Maritimes à la campagne électorale avec la fédération communiste. Mais à l'intérieur de la III^e Internationale et du Parti Communiste français un malaise s'est installé. La répression du mouvement des marins de Cronstadt, la NEP, le centralisme démocratique, le caporalisme des dirigeants français ont amené dans l'Internationale et le P.C.F. une vive lutte de tendances. Bientôt Monatte, Rosmer, Chambelland et leurs amis sont exclus du Parti. Louzon en démissionne, tandis que la Fédération Communiste des Alpes-Maritimes reste dans la « ligne » et c'est sans aménité que, voulant un jour aborder la tribune dans un meeting public, il en sera écarté par ses anciens compagnons.

Il reste aux exclus à se regrouper et à créer une revue : *la Révolution Proletarienne* paraît dès 1925. Louzon y prend une place qu'il conservera pendant un demi-siècle. À la même époque, il publie à la Librairie du Travail *l'Economie Capitaliste* (aujourd'hui épuisé). Ce sujet difficile, il l'aborde avec la clarté d'esprit et la rigueur qui caractérisent tous ses écrits. Il a su rendre facile la compréhension des manipulations monétaires à travers les siècles. Peu après, il publie une brochure, « *Impérialisme et Nationalisme* », où il relève la montée des U.S.A. et de l'Allemagne, le déclin industriel de l'Angleterre et le nationalisme de la France.

Après la disparition de Lénine, la mise à l'écart de

Trotsky et, plus tard, celle de Victor Serge, la R.P. dénonce le stalinisme.

Louzon prend part tout au long des années à la lutte contre la politique de Staline — mais il précisera plus d'une fois qu'il n'est pas trotskyste. En même temps, il dénonce en Amérique l'exploitation de la classe ouvrière par le taylorisme, le « Talon de Fer », la ségrégation raciale et la répression haineuse qu'illustre l'exécution de Sacco et Vanzetti.

En 1935, Ita disparaît. Malgré une santé précaire, elle avait été pour Louzon un appui, attentive qu'elle était à la valeur fondamentale des êtres, plus importante à ses yeux que leurs options idéologiques. Louzon décide alors qu'il continuera à vivre au Cannet, au Roselou, seul. Pendant plus de trente ans il vivra en vieux garçon, accueillant, aimable mais libre, indépendant !

DU FRONT POPULAIRE A LA LIBERATION

À cette époque, la formation du Front Populaire, après les accords Staline-Laval, l'inquiète. Il y voit l'abandon de la lutte de classe. L'arrivée au pouvoir de Léon Blum exaspère son ardeur antipoliticienne, anti-intellectuelle, antiréformiste. Pourtant l'enthousiasme des travailleurs, les occupations d'usines le touchent et lui font espérer « que tout sera possible »...

La guerre d'Espagne provoque la colère de Louzon contre Blum : la non-intervention lui paraît un crime ; il faut intervenir même si on risque d'amener un conflit avec les Etats fascistes. Il va au Maroc, d'accord avec la C.N.T. d'Espagne, contacter les Marocains des Comités d'Action pour leur demander d'empêcher Franco de recruter des Arabes dans le Riff. En 1937 il s'engage « guerillero » dans l'armée républicaine. Après quelques mois, il revient, la santé ébranlée certes, mais aussi désolé par l'indiscipline, la pagaille et par la guerre qui s'installe entre les tendances antifascistes. Il milite alors à la S.I.A. (Solidarité Internationale Antifasciste) et emploie nombre de ses dimanches à organiser, avec son amie niçoise Nonore Tessier, des réunions familiaires dans les dancings populaires de la Côte d'Azur : les danseurs s'arrêtent : causerie, projections, souscription pour la S.I.A. Mais que pèse cela face aux avions d'Hitler ?

Durant l'été 1939 le pacte germano-russe amène une mobilisation qui accouche d'une guerre larvée. Retournant aux conceptions pacifistes, tant de fois couvertes de sarcasmes, Louzon signe avec quelques intellectuels le tract « *Paix Immédiate* » ; il signe et contrairement à nombre de signataires maintient sa signature. Poursuites. Non-lieu. Mais en 1940, Mandel pense à lui et l'envoie dans un camp de concentration aux environs de Privas, si bien que je reçois un jour une lettre « à ouvrir à sa mort » et la consigne de garder le secret et de ne pas alarmer Nonore Tessier.

De l'Ardèche, il sera transféré en Algérie, à Bossuet, parmi de nombreux militants communistes dont il appréciera l'organisation mais dont il ressentira l'animosité — n'a-t-on pas fouillé ses affaires ? Libéré en avril 41 à la suite de pressantes et dignes démarches, en particulier de la Fédération de l'Eclairage (Delsol), il revint à Cannes, où il demeura spectateur attentif des événements, mais hors de toute action militante. La bombe d'Hiroshima le secoue rudement et les lecteurs de la R.P. ont pu apprécier la vigueur du bouillonnement qu'elle provoque en lui, la promptitude de ses jugements et sa rapidité à explorer l'avenir.

REGARDS SUR LES IMPERIALISMES

Lorsqu'en 1947, la R.P. reprend sa parution, Louzon donnera une collaboration régulière. L'inflation deviendra un de ses sujets favoris. Il s'en accommode car il y voit pour les travailleurs une possibilité d'arracher aux possédants des améliorations à leur niveau de vie. Mais l'essentiel de sa pensée sera tourné vers le nationalisme,

l'impérialisme, le colonialisme et, en 1948, ses observations sur la politique mondiale se concrétisent dans une brochure : *l'Ere de l'Impérialisme* : 1945 fonde deux nouveaux Empires... l'américain et le russe. C'est l'Amérique de la libre entreprise qui aura sa faveur. Adhésion intellectuelle surprenante au Parti Américain. Peu après, déçu par le maintien de Franco, la détente avec l'U.R.S.S. de Khrouchtchev, le soutien accordé au sionisme, le blocus de Cuba, la mainmise sur le Vietnam du Sud, après la défaite française, il dénonce avec violence la politique américaine sans pour cela se rapprocher de l'U.R.S.S. Les deux Empires lui paraissent également détestables et il soutient les efforts de libération de tous les peuples assujettis.

Durant la période qui a suivi la réapparition de la R.P., il a entrepris la publication des *Etudes Matérialistes*.

C'est un travail hors du commun où il témoignera de la vigueur de son intelligence et de sa volonté d'effectuer un travail manuel ingrat. Car non seulement il sera le principal rédacteur pendant des années de ce mensuel, mais aussi son imprimeur, il le tire à la polycopie, assemble les pages, met les exemplaires sous bande et les livre à la poste qui ne lui accorde pas sans difficultés les tarifs de presse. Par surcroît il est l'administrateur des *Etudes*, reçoit les abonnements, les souscriptions et rappelle à l'ordre les défaillants ! Comme les *Etudes* ont démarré à 100 exemplaires pour finir à 300, il faut se représenter le total de la besogne assumée. Nombre de réflexions scientifiques ou philosophiques parues dans les *Etudes Matérialistes* il les reprendra en 1970 en publiant « *la dialectique scientifique* ».

Dans les *Etudes* on l'a senti aussi attentif aux événements de Chine. C'est qu'il se prépare à présenter « *La Chine* ». Ce livre paraîtra dès mars 1954 avec deux sous-titres qui disent l'importance de l'œuvre : *La Chine. Ses trois mille ans d'histoire. Ses cinquante ans de Révolution*. Ce qu'il y a parfois de prophétique dans l'œuvre de Louzon se trouve là dans une lumière éclatante. Nous sommes à la fin de la guerre de Corée où les armes et la tactique russes ont permis aux Chinois de s'opposer aux forces de Mac Arthur, et pourtant il écrit :

Pour s'industrialiser, la Chine se met aujourd'hui à l'école et à la remorque de la Russie, mais le jour où elle sera industrialisée, ne se débarrassera-t-elle point de ceux qui l'ont industrialisée, comme elle se débarrassa, grâce à son européanisation, de ceux qui l'euro-péanisèrent ?

UNE INLASSABLE CURIOSITE

Qui, en 1954, a vu plus loin et plus juste que ce solitaire du Roselou ? Solitaire à l'accueil aimable, prompt aux contacts, la curiosité toujours tendue vers tout ce qui concerne le passé et l'avenir de l'homme.

Un simple témoignage : septuagénaire ne se joint-il pas à un groupe qui s'en va à travers la montagne vers « la Vallée des Merveilles » (Tende, A.-M.), où les hommes de la protohistoire ont gravé des milliers de signes dont la signification échappe. Sous le soleil la montée est rude ; un moment il ne peut suivre le groupe. Inquiet, je reviens vers lui. Nous partageons une orange, et le voilà reparti. Le lendemain après une nuit au refuge il sera plus matinal que moi pour partir de rocher en rocher à la recherche des signes millénaires.

Ce n'est pas lui qui a été surpris par la guerre d'Algérie en 1956. Il l'attendait depuis longtemps et elle lui paraissait inévitable après que les Anglais eussent évacué l'Inde et les Français le Vietnam, et dès son éclatement il assura qu'elle ne pourrait se terminer sur un compromis ; les pieds-noirs ne lâcheraient pas l'ombre d'un de leurs privilèges.

En 1966, Louzon connaît ce que les littérateurs appelleraient des « complications sentimentales ». Son amie,

E. Tessier, a laissé son commerce à Nice et s'est retirée au Golfe Juan, à l'Araucaria. Après bien des hésitations, pour rasséréner Nonore, il renonce à son domicile personnel, symbole de son indépendance et de sa liberté d'aimer et va vivre à l'Araucaria. Il m'écrit alors : « j'ai capitulé » et, dramatisant, imagine que c'en est fini de toute son activité. Appréhensions injustifiées : Nonore, disciple de Sébastien Faure, solide militante, reste la compagne avisée et discrète qu'elle avait été. Bientôt, tous deux s'appêtent à partir au pays de Mao, un vieux rêve auquel la Révolution Culturelle mettra fin.

En 68, les mouvements du quartier latin le transportent d'espérance. De la jeunesse révoltée il admire le courage face aux charges policières et il attend qu'elle aille plus loin. En ces jeunes gens qui rejettent l'ordre bourgeois, les apparences bourgeoises, le veston et la cravate, qui proclament l'amour libre, l'union libre, la maternité consciente, il retrouve les élans, les défis, les propagandes du début du siècle. Il se sent tellement rajeunir qu'il donnera à la R.P. (décembre 1969) un poème — oui, un poème ! — d'encouragement aux hippies.

Et si le mouvement s'apaise, il aura à se réjouir de voir les vieilles mœurs bouleversées et la libération de la femme en voie de légalisation...

Brusquement E. Tessier tombe malade. Alors Louzon redevient l'admirable compagnon et garde-malade qu'il a été pour Ita. Suivant les conseils de son ami Debré, pendant des mois et des mois, jour et nuit, il l'entourera de ses soins, de son affection, étonnant de patience et d'égalité d'humeur. Nonore disparue, il conservera à l'Araucaria son domicile personnel et y entame une vie spartiate... En 69 comme il doit subir la double opération de la cataracte, une fois de plus, il nous laisse l'enveloppe : « à ouvrir à ma mort ». Il m'y confiait, entre autres, le soin de faire le nécessaire pour que son corps soit mis à la disposition d'un institut médico-légal.

En 1972, nous nous retrouvons à Antibes, chez son amie Hélène Savanier, avec une poignée d'amis pour fêter ses 90 ans. Alerte, plein de vivacité, il évoque des souvenirs et commente les voyages où l'a conduit — aux côtés d'Hélène — son inaltérable curiosité : un Japon harassant, le Liban alors terre de paix, et la douce quiétude retrouvée en Tunisie. Il écoute ce que l'un ou l'autre peut lui apporter d'impressions sur l'Angleterre, l'Amérique ou la Yougoslavie. Il lui reste toujours une curiosité à apaiser : voir le pays de Mao. Ce sera l'année suivante : il y fêtera ses 91 ans à l'étonnement des compagnons de voyage et il en revient réfléchi et satisfait — ayant surmonté les fatigues d'une visite fertile en points d'observation (voir R.P. juillet 73).

Mais en lui, un mal insidieux s'affirme, il lui faut à nouveau « capituler », quitter son domicile personnel et se réfugier à Antibes où l'attendent l'affection et les soins d'Hélène Savanier. Pourtant il rêve encore de parcourir l'Albanie. Impossible, il lui faut se contenter des récits des voyageurs amis.

Compensation, il retournera en Yougoslavie juger des progrès de l'autogestion. C'est le problème capital du socialisme : seule l'autogestion réalise le socialisme : « l'usine à l'ouvrier, la terre aux paysans ». Dans la R.P. de juin 73 il avait marqué son inquiétude devant les difficultés de cette innovation : « il n'y a à l'autogestion qu'une seule véritable difficulté, mais elle est de taille : c'est d'obtenir des travailleurs qu'ils consentent à gérer leur entreprise, « seul moyen d'éviter que les dirigeants ne constituent une « nouvelle classe ». Il part donc en Yougoslavie en enquêteur. Son enquête sera positive, mais ponctuelle. Elle se bornera à l'hôtel agréable où Hélène et lui séjourneront.

Ce sera son dernier voyage : il est trop fatigué. Et si la Révolution du Portugal et les déboires du franquisme réveillent en lui l'espoir, il devra se borner aux informations qu'il sollicite.

Le mal qui le ronge lui donne son âge. Les soins que conseille Robert Debré prolongeront sa vie sans souffrance — une vie qu'il cesse de souhaiter. Car, comme tous les lutteurs, ce n'est pas la mort qu'il redoute : c'est la déchéance, la perte de ses facultés. Pourtant aux visiteurs il garde encore la force de sourire, d'évoquer le passé, de demander si sa vie a été de quelque utilité — et de remercier de l'amitié qu'on lui témoigne.

Fin août, c'est notre dernière visite : il ne se nourrit plus, sa maigreur est extrême, ses joues perdent leur couleur et ses yeux leur éclat. Et dans la nuit du 7 au 8 septembre, il s'éteint sans un geste, sans un mot.

Quelques heures après, selon sa volonté, ce qui reste de notre vaillant camarade est remis à la disposition du service médico-légal de Nice sans que nous ayons pu le saluer une dernière fois au nom de tous ses amis.

DIALECTIQUE ET SENSIBILITE

C'est en solitaire que Louzon a bâti, à contre-courant, l'œuvre puissante d'un révolutionnaire.

Hors la courte période de son adhésion à la III^e Internationale, il s'est tenu à l'écart de tous les partis, de toutes les contraintes idéologiques, à côté de tous les mouvements de libération, jamais intégré. Il n'est ni syndiqué, ni syndicaliste ; il ne se reconnaît ni marxiste, ni proudhonien, ni léniniste, ni trotskyste, ni anarchiste. Il est tout simplement socialiste révolutionnaire. Mais il veut l'être intégralement et toutes réformes lui semblent éloigner l'heure des libérations totales qu'il attend : celle du prolétaire, celle du colonisé, celle de la femme. Accepter la « réforme », c'est le refus de ce qui lui paraît la loi de toute vie : la lutte, la Révolution permanente.

Ses analyses, il les fonde — lui qui se veut anti-intellectuel — sur une dialectique dont il a découvert les premières expressions chez deux philosophes : l'un grec, Héraclite, l'autre chinois, Lao Tseu, qui tous deux vivaient il y a quelques vingt-cinq siècles. Et cette dialectique il la recherche dans les phénomènes naturels, dans la géographie humaine, dans l'histoire ancienne comme dans la vie moderne et dans la vie sociale d'hier comme d'aujourd'hui. Il a puisé son bien chez tous et sa mémoire prodigieuse lui permet de se référer aux philosophes, aux géologues, aux physiciens, aux généticiens, aux historiens et aux militants. Sa clarté d'esprit lui donnera une vigueur de raisonnement, une clarté

de style, un sens de la pédagogie tels que tout ce qu'il a appris et veut nous apprendre il le rend accessible à tout lecteur attentif.

Il excelle à découvrir dans l'enchevêtrement des apparences l'essentiel des phénomènes, à simplifier les problèmes, à tracer les schémas des situations et ainsi il pose face à la thèse, l'antithèse et il peut guetter la synthèse dont il attend « l'explosion ».

Il dit bien « l'explosion » car il n'attend jamais un compromis entre la « thèse » et « l'antithèse » : toutes deux doivent disparaître devant la « synthèse » qui deviendra la « thèse » de demain...

Il croit à la fatalité de la violence — une violence tournée vers le progrès. Il répétera souvent : « la force est l'accoucheuse des sociétés ». Mais la force a bien des visages ; Louzon dédaigne les simples manifestations, les pressions, il croit à la grève générale, à l'insurrection, il accepte et justifie la terreur lorsqu'elle est révolutionnaire, lorsqu'elle est « dictature du prolétariat » et non « dictature sur le prolétariat ».

Son action individuelle a souvent été utilisée de violence verbale ce que la libérale III^e République a sanctionné en l'enfermant dans ses prisons et dans ses camps — mais elle est allée au-delà du verbe lorsqu'il a pris les armes du guerrillero pour défendre aux côtés des prolétaires collectivistes de la C.N.T. la République espagnole contre les mercenaires de Franco. Répressions et risques dont il ne tirait pas argument : les coups étaient dans l'ordre de la lutte.

Son caractère intransigeant l'amènera parfois à rudoyer les camarades qui discutent ses prises de position... Après quoi avec un sourire désabusé il expliquera calmement que la discorde est le moteur du progrès...

Ainsi Robert Louzon sera passé parmi nous prophétisant le triomphe du socialisme, en sachant que les civilisations et les espèces sont mortelles, en espérant que l'espèce humaine disparue, un super-homme naîtra d'une mutation explosive. Il sera passé parmi nous, solitaire, intransigeant, coléreux, provoquant les tempêtes mais aussi accueillant, enjoué, patient, aimable, séduisant, affectueux. Grande et haute figure, individualité hors série que ses camarades de la R.P. à laquelle il a donné une large part de son activité, ne pourront pas oublier.

B. GIAUFFRET.

LE FONDATEUR DU PARTI COMMUNISTE TUNISIEN

C'est en 1912 que Louzon est arrivé en Tunisie avec sa femme, qui était rhumatismale. Il venait de Tripoli et avait trouvé dans notre pays un climat qui leur convenait. Ils s'y étaient installés à 8 kilomètres au nord de Tunis, à El Aouina. La villa où ils avaient habité n'existe plus, mais l'allée de palmiers que Mme Louzon avait plantée elle-même atteste encore son emplacement.

Démobilisé en 1918 Louzon avait adhéré au Parti Socialiste qui tenait alors ses réunions au Café de France devenu aujourd'hui le Café du Maghreb. C'est là où je l'ai vu pour la première fois quand j'accompagnais mon aîné Maurice Raimbeau tous deux membres de la jeunesse socialiste.

A l'exception des quatre membres tunisiens, trois avocats et un instituteur, tous les autres membres du Parti, une vingtaine, étaient français. C'était la veille du Congrès de Tours, les discussions étaient animées, voire passionnées. La pierre d'achoppement était le troisième point du manifeste de l'Internationale : l'indépendance des colonies. Louzon soutenait la motion Cachin-Frosart. Il avait basé son argumentation sur la contradiction entre le socialisme et la colonisation et soutenait que l'émancipation des peuples coloniaux sera l'œuvre des coloniaux eux-mêmes, ou ne le sera pas.

Durel, professeur, défendait la motion Longuet. Son ho-

rizon était limité. Il n'envisageait que le cas de la Tunisie. Pour lui, le peuple a été durant des siècles sous domination étrangère. Il n'est pas majeur. On ne peut lui confier un bulletin de vote. La France en Tunisie est un fait. Elle a une mission civilisatrice. Le Parti Socialiste doit l'aider pour faire des différentes ethnies qui coexistent en Tunisie un nouveau peuple. Il n'est pas question d'indépendance.

Soutenant la motion Blum, le Docteur Catan s'est placé plus à droite que Durel.

Le Parti Socialiste était essentiellement un Parti électoral. Sa clientèle est française : fonctionnaires, chemins, postiers et peu d'ouvriers. La Tunisie n'était pas industrialisée. Les colons et les commerçants avaient leurs propres représentants et votaient à part ; ils n'avaient pas les mêmes intérêts que les autres. Aussi, l'activité du Parti dans les milieux indigènes était nulle : pas de sections, pas de propagande orale et écrite. Le Parti dénonce les injustices et les méfaits dont les Tunisiens sont victimes mais n'ira pas plus loin.

Avec Louzon, qui remporte la majorité et se voit confier le journal *L'Avenir Social*, tout change. Les Tunisiens ne votent pas. La question électorale ne se posait pas et cela n'intéressait nullement Louzon qui créa un Parti Communiste débarrassé de ses contraintes. *L'Ave-*

nir Social continuera à paraître en français et un quotidien du soir, en langue arabe, petit format : *Habib el Omma*, l'Ami de la Nation, est lancé. Les rédacteurs bénévoles affluent : *Othman el Kaak*, qui devait devenir un historien connu et estimé dans tout le monde arabe ; *Hédi Ksour*, un haut fonctionnaire révoqué pour avoir fait partie d'une délégation qui avait remis au Bey une pétition réclamant une constitution libérale. *Abderrahman el Kéfi*, ouvrier et poète populaire, est venu également au Parti. Son poème sur le Cheikh el Islam, la sommité religieuse lui avait valu six mois de prison et deux mois à Louzon co-responsable à titre d'imprimeur. Ce poème, en langue dialectale, était fameux. Il débutait par ce vers : « Libre en chemise plutôt que crétin dans un caftan » et se terminait par : « le marteau frappe et la faucille fauche (les traîtres). Inutile d'ajouter que ce journal avait connu un succès sans précédent.

Après trois semaines, il fut suspendu par arrêté ministériel. Bien plus, ordre avait été donné aux imprimeurs de ne pas éditer la presse communiste.

Qu'à cela ne tienne. Louzon achète quelques casses de caractère d'imprimerie français et arabes, une vieille machine et s'installe imprimeur au cœur du faubourg Halfaouine, quartier populaire et révolutionnaire. Une lutte commence avec le gouvernement pour la liberté de la presse. Elle ne s'arrête qu'avec l'arrestation et l'éloignement de Louzon. Sept nouveaux journaux paraissent à la suite. Ils étaient suspendus aussitôt répandus. Voici leurs noms en français : ils font suite à *Habib el Omma* : *L'Ami du Peuple*, *Le Partisan*, *L'Abandonné*, *le Clairvoyant*, *l'Informateur*, *l'Opprimé*, *le Despotisme*. Enfin une brochure qui tire son nom de la couleur de sa couverture rouge.

Nous n'étions pas à court d'idées mais à court d'argent. C'était une obsession pour payer le cliché du nouveau titre du journal. Aussi à la fin nous sommes mis à le fabriquer nous-mêmes : avec un morceau de marbre nous écrivions le titre avec de la cire et nous creusions tout autour avec une solution d'acide sulfurique diluée.

La Doctrine : le mouvement se crée en marchant. La doctrine du P.C. tunisien s'est créée au cours de l'action. Le Parti a vu le jour sans musique ni trompette. Il n'a publié aucun manifeste et l'ouverture d'un local rue Ben Dhrif n'a donné lieu à aucune manifestation. Je signale seulement une conférence donnée par Charles André Julien, qui était professeur à Alger, et un meeting tenu dans une vaste remise (un fondouk) l'emplacement actuel de l'Ambassade d'Italie, où Vaillant-Couturier avait pris la parole avec Louzon. Les premières réunions étaient publiques. Elles se tenaient chaque vendredi, jour férié des Tunisiens. Les orateurs parlaient des problèmes purement nationaux : égalité des traitements entre les fonctionnaires ou ouvriers tunisiens et européens, cherté de la vie, despotisme des gouverneurs, libertés publiques et de la presse, etc.

L'affluence était grande et les auditeurs se tenaient debout faute de places. La carte d'adhérent n'a été exigée à l'entrée que plus tard. Quant aux sujets de la propagande écrite ils étaient beaucoup plus nombreux : le slogan créé par Louzon : *Vémancipation des Tunisiens sera l'œuvre des Tunisiens eux-mêmes*, était exploité sous toutes ses formes. Il en est de même de l'organisation des ouvriers en syndicats pour la défense de leurs droits. La coexistence pacifique avec le Parti Destourien était pratiquée et non proclamée. Ce Parti purement politique, qui réclamait une constitution : *Le Destour* allait dans le sens du programme communiste. Il n'était pas question de le combattre, etc. Tout cela ne devait pas plaire à la colonie française et au chef du gouvernement, Lucien Saint. C'était un ancien préfet, finaud, puissant et rancunier. Il avait promis aux ouvriers des tramways en grève de leur faire obtenir satisfaction et les avait fait reprendre le travail. Revenus le voir un mois après selon sa promesse, il a prétendu n'avoir absolument rien pro-

mis. Ce qui a entraîné Louzon à écrire dans *l'Avenir Social* : « La parole du Résident Général valait moins qu'un chiffon de papier ». Il n'allait pas tarder à être arrêté quelque temps après. Faisant traduire *tendancieusement* la conclusion de la Brochure Rouge, Lucien Saint le faisait condamner à deux ans de prison ferme et aux termes de la peine il le faisait expulser en France en vertu de l'Edit Royal de 1778. Cet Edit confère au Consul de France des Echelles du Levant d'expulser tout citoyen dont la conduite était de nature à nuire aux intérêts de la France.

Revenant à Tunis au lendemain de l'Indépendance, Louzon s'était arrêté à Alger pour prendre un visa. Le secrétaire qui l'avait reçu le lui avait promis pour le lendemain. Mais l'Ambassadeur, Ahmed Mestiri, ayant appris qu'il s'agissait de Louzon de *l'Avenir Social* et de *Habib el Omma*, avait été désappointé de ne l'avoir pas reçu lui-même et lui avait fait porter son passeport à l'hôtel.

A Tunis, un ami commun lui avait proposé de le présenter au Président Bourguiba ; Louzon avait simplement répondu : pourquoi faire ?

Mon premier contact avec Louzon date du lendemain de la scission. Je lui avais remis à l'imprimerie Rombi où il se trouvait un papier sur la famine en Russie pour être inséré dans *l'Avenir Social*. J'étais potache et c'était mon premier article. Après l'avoir lu, il s'est frotté les mains, m'a prodigué un sourire et m'a exhorté à continuer.

Mon dernier contact en novembre dernier n'a pas été aussi heureux. Il était malade mais conscient et lucide ce jour là. Nous avons évoqué des souvenirs mais en le quittant j'étais très inquiet sur son état et je retournais à Tunis bien triste.

Louzon m'avait appris à compter sur moi-même. Il m'avait appris à rejeter les contraintes morales. J'ai toujours cherché à suivre sa modestie, sa constance idéologique et sa droiture. Je le considérais comme mon père spirituel, et j'attendais toujours avec impatience la R.P. pour lire ses notes d'économie politique. Je ne pourrais jamais l'oublier. Je n'oublierais pas non plus Hélène qui lui avait prodigué au cours de sa longue maladie les soins les plus minutieux et les plus assidus et l'avait entouré surtout d'une affection et d'une amitié sensibles et délicates.

Ahmed BEN MILAD.

“LE PLUS GRAND DE MA GÉNÉRATION”

Le professeur Robert Debré a écrit la lettre suivante à Hélène Savanier, la compagne de Louzon :

10 septembre 1976.

Chère Madame,

Bien qu'attendue, la fin de Louzon me bouleverse. 36 ans d'amitié, notre première rencontre à l'âge de 10 ans, les études en commun, le régiment, la guerre. Louzon supporta par amitié toutes nos divergences. J'ai eu grand plaisir à aller le voir dans toutes ses résidences, la Tunisie, Cannes, Antibes. Il était venu à Paris, en Touraine. Il a été le premier à offrir de m'abriter lors de l'occupation. Il sentait quelle admiration j'ai eu pour lui toute ma vie. Je n'ai pas connaissance de caractère plus noble, d'homme plus généreux, plus courageux. Son intelligence nous a toujours surpassés. Il a été le plus grand de ma génération.

Croyez-vous que l'on pourrait réunir ses écrits en un volume ou plusieurs qui permettraient de faire connaître sa pensée à la génération nouvelle. Cette tâche difficile me paraît capitale. Qui serait capable de l'entreprendre, qui possède tous les documents ?

Je prends part à toute votre grande douleur et songe à tous les soins affectueux que vous avez pris. Grâce à vous la fin de sa vie fut douce.

Robert DEBRE.

LE MILICIEU DE LA GUERRE D'ESPAGNE

Robert Louzon est arrivé à la fin d'une vie bien remplie. Il y a deux ans, il eut encore la curiosité et le courage de visiter la Chine populaire, pour voir de lui-même ce qui s'était accompli dans cet immense pays. Sa disparition aura précédé seulement d'un jour celle de Mao Tsé Toung.

Si, autour de Mao, a été organisée la grande parade de la mort des dieux, pour Louzon il n'y a même pas eu d'enterrement. Comme Aristide Lapeyre, comme le bon vieux Corcero d'Aix-en-Provence, Louzon a légué son corps à la science. Les chercheurs auront pu étudier à loisir les exceptionnelles conditions physiques qui ont maintenu son esprit lucide et alerte et son corps agile jusqu'à un âge très avancé.

Pour nous, libertaires espagnols, et surtout pour moi, le souvenir de Louzon reste indissolublement uni à la Révolution espagnole, à la lutte menée contre le fascisme et ensuite aux épreuves terribles de l'exil, à ces premiers jours de notre arrivée en France, où tant d'humiliations, de souffrances, d'incompréhensions nous attendaient.

Louzon, comme tant d'autres camarades de toutes les nationalités, s'est rendu en Espagne dès le 19 juillet 1936. Il aurait pu, étant donné son âge — il avait déjà la cinquantaine bien sonnée — rester à l'arrière-garde, se rendre utile dans la propagande, dans l'économie. Mais il a voulu, lui, ancien combattant, mener directement le combat. Il a été parmi les miliciens qui ont poursuivi les fascistes jusqu'aux portes de Saragosse.

Dernière coquetterie de cet homme si simple : si à sa mort un portrait de lui devait être laissé à la postérité, il voulait que ce fût précisément celui où il figure en tenue de milicien de la guerre d'Espagne, la seule guerre qu'il ait livrée de tout son cœur.

Quand vinrent les jours de la défaite et du malheur, on retrouva Louzon à Perpignan, infatigable, accourant partout avec sa petite voiture, arborant l'insigne de la Légion d'Honneur gagné au front pendant la guerre de 14-18. Ce petit bout de ruban (qu'il ne portait jamais au dire de ses intimes) nous ouvrait beaucoup de portes qui, sans lui, auraient été fermées.

C'est grâce à lui que j'ai réussi à sortir du camp d'Argelès, clandestinement, Germinal Esgleas, Francisco Isgleas et quelques autres camarades qui étaient avec eux.

C'est lui qui m'a accompagnée à Saint-Laurent-de-Cerdans, où mon père avait été jeté en prison par un capitaine des Gardes Mobiles. Celui-ci avait été effrayé par la déclaration d'anarchisme faite tranquillement par Urales, quand on lui avait demandé à quel parti politique il appartenait :

— A aucun, avait-il répondu. Je suis anarchiste.

Il ne savait pas, le pauvre, que se déclarer anarchiste en France, même sous Daladier et le Front Populaire, c'était très dangereux. Le capitaine a regardé ce grand gaillard à barbe blanche et à l'allure de prophète et a décidé de l'enfermer, car il ne pouvait pas risquer de le laisser en liberté. Le préfet des Pyrénées-Orientales était également de cet avis. Il l'a laissé quitter Saint-Laurent-de-Cerdans seulement pour être conduit, entre gendarmes, à la gare de Perpignan, pour prendre le train qui devait le conduire à Montpellier, où Paul Reclus l'attendait, avec un certificat d'hébergement pour la Maison des Ecosseis. Le préfet en question n'a même pas permis que mon père assiste à l'enterrement de ma mère, morte le 5 février 1939 à l'hôpital Saint-Louis de la capitale du Roussillon.

Louzon fit toutes les démarches indispensables pour le libérer, lui et tant d'autres compagnons. Voilà le souvenir direct que nous garderons toujours de lui.

Les miliciens de la colonne Durruti, tous jeunes, l'appelaient « el abuelo ». Aujourd'hui, ceux qui sont encore en vie, à leur tour sont tous devenus des



« abuelos » (grands-pères). Mais le vieux Louzon reste pour eux, comme pour moi, l'image vivante de l'enthousiasme, du courage, de la solidarité. Quand tant d'autres se désistaient et nous abandonnaient à notre sort, il n'a jamais failli à son devoir, à son amitié, à sa foi dans les idéaux de liberté et de fraternité qui nous étaient communs.

« El abuelo » n'est plus. Mais son souvenir, son image légendaire, avec sa grande barbe et son œil pétillant, reste et restera dans le cœur de tous ceux qui eurent la joie de le connaître et de l'aimer.

Frédérica MONTSENY.

LES OUVRAGES DE LOUZON

- LA LEGISLATION DES MINES DE PRUSSE, BELGIQUE ET HOLLANDE (Giard et Brière, Ed.).
- LA DECHEANCE DU CAPITALISME (Librairie du Travail, Ed.).
- L'ECONOMIE CAPITALISTE (Librairie du Travail, 1925) (épuisé).
- IMPERIALISME ET NATIONALISME (Librairie du Travail, 1926) (épuisé).
- LA CONTRA REVOLUTION EN ESPANA (Nervio Ed., Buenos Aires, 1938).
- L'ERE DE L'IMPERIALISME (Spartacus Ed., 1948).
- LA CHINE (La Révolution Proletarienne, Ed., 1954).
- LA DIALECTIQUE SCIENTIFIQUE (La Révolution Proletarienne, Ed., 1970).
- INTRODUCTION AUX LETTRES DE GEORGES SOREL A PAUL DELESALLE (Grasset, Ed.).

Collaboration :

- La Vie Ouvrière, 1909-1922,
- L'Humanité, 1922-1924,
- Le Bulletin Communiste, 1924,
- La Révolution Proletarienne.

QUELQUES CITATIONS

De l'ECONOMIE CAPITALISTE, 1925 :

Livre III : « La dialectique de l'Economie : Tout arrive à l'existence par la discorde et la nécessité » (Héraclite).

De LA CHINE, 1954) : (en conclusion) : Ainsi que le proclame l'Héraclite de la Chine, le grand Lao-Tseu : « Par la seule cause de son état, chaque chose est en danger d'atteindre la qualité contraire. »

Page 12 : « Lao-Tseu est une espérance, la croyance en un développement progressif du monde selon les lois qui dépassent la volonté humaine. »

De la R.P., juin 68 :

« Pour s'assurer de la maîtrise sur le peuple français il suffit de recouvrir ses défaites d'oripeaux verbaux qui leur donnent l'apparence de victoires... »

« Le peuple français est prêt à accepter toutes les défaites, mais à la condition qu'on les lui présente comme des victoires. »

De la « R.P. », août 69 : « La dialectique n'est autre que la conception de la révolution en permanence. Si toute chose engendre son contraire, si le développement de toute chose entraîne le développement de son contraire, et si lorsque le développement de ces deux facteurs contraires est suffisamment poussé, leur existence devient impossible, ce qui amène leur explosion et leur remplacement par un état nouveau (synthèse), l'idée chère aux réformistes de tout poil, d'un progrès indéfini se poursuivant par additions successives, par développement continu d'un même principe, tombe à l'eau. Dans le domaine social, la synthèse s'appelle révolution. »

DE L'ERE DE L'IMPERIALISME, 1948, page 8 :

« Schéma qui, comme tous les schémas, a besoin, pour cadrer exactement avec les faits, de retouches de détail, mais qui comme c'est le propre d'un schéma, permet seul de comprendre et d'expliquer par abstraction de l'essentiel... »

De L'ERE DE L'IMPERIALISME, 1948 : page 54 :

« Les Russes, depuis 1917, tout comme auparavant, n'ont fait que copier la technique occidentale, et tout particulièrement la technique américaine... leur technique est une technique de singes. ... L'Amérique est, elle, au contraire, à l'avant-garde de la technique mondiale. Ce n'est pas toujours elle qui invente, mais c'est toujours elle qui, la première, réalise... »

Page 63 : « Nos vieux pays ont besoin d'un tuteur. C'est ce rôle de tiers tuteur que l'Amérique entend jouer. Elle vient au secours de l'Europe pour tenter de la sortir du borborygme où celle-ci s'enlise. »

Page 71 : « Cette tendance à l'équilibre qui caractérise les régimes de liberté, et au déséquilibre qu'amène l'interventionnisme est la raison de la fameuse formule de Proudhon : « la société cherche l'ordre dans l'anarchie. » L'autorité, c'est le désordre. »

Page 77 : « A la bourgeoisie des entrepreneurs succède une bourgeoisie de « fonctionnaires » ou « managers »... la classe qu'on appelle en Russie la bureaucratie... C'est « l'intelligenza », la bourgeoisie des diplômés... »

« ... Pour s'élever dans la hiérarchie sociale, l'audace, la brutalité parfois, sont, pour l'entrepreneur, la qualité primordiale ; pour le bureaucrate, ce sera l'intrigue, parfois la servilité... »

Page 78 : « L'économie contrôlée, l'économie dirigée, les nationalisations furent tout aussi bien la tarte à la crème du Front Populaire français, des New-Dealers américains, du travaillisme britannique, ou des hommes de la « Libération », que des fascistes des pays totalitaires... »

« Dans les dernières années du Second Empire presque tous les militants ouvriers français, ainsi que les Belges, les Suisses, les Espagnols, les Anglais, étaient collectivistes. A l'heure actuelle, la classe ouvrière n'est plus, nulle part, collectiviste... On ne note présentement chez les prolétaires aucun désir de prendre en mains la terre ou les usines... Par contre, ils suivent partout docilement ceux qui leur parlent de « nationalisation », que ce soit chez les satellites de la Russie ou dans les nations du plan Marshall, sans vouloir s'apercevoir que l'étatisation n'est autre que la réduction en esclavage des travailleurs... »

« ... Destinée hautement tragique que celle du prolétariat qui hier a donné son sang pour « la Liberté » afin de permettre à la bourgeoisie capitaliste de prendre le pouvoir et qui, aujourd'hui, est prêt à le donner à nouveau pour cette fois, abaisse la Liberté, afin d'introniser la bourgeoisie bureaucratique à la place de la bourgeoisie capitaliste. »

« R.P. », sept. 73, en titre : « L'Amérique, tête de proue de la Pourriture Capitaliste. »

« R.P. », oct. 72 : « Gardons-nous donc bien de sous-estimer la capacité technique des Russes, ne rééditons pas l'erreur qui, il y a quinze ans, à la veille même du premier spoutnik, nous faisait considérer comme nulles (et je me comprend dans ce « nous ») la science et l'industrie soviétiques. »

« R.P. », nov. 68 : « Oui, les armes nouvelles feront l'unification du monde à moins... à moins que la période des « empires combattants » s'achève non par l'unification du monde, mais par sa destruction. »

ERE DE L'IMPERIALISME, page 83 :

« La disparition de l'homme laisserait le champ libre pour l'apparition de nouveaux êtres, pour quelque mutation hautement progressive... ou bien, selon une hypothèse hardie, mais plus satisfaisante selon moi, de l'ancien directeur du Museum, Paul Lemoine, pour quelque nouvelle combinaison chimique fournissant de plans de nouveaux êtres. »

Des êtres qui nous seraient aussi supérieurs que nous sommes supérieurs aux singes anthropoïdes... »

POUR UNE LECTURE OUVRIÈRE DE LA LITTÉRATURE

un livre de Pierre AUBERY, professeur du département de français de l'Université de Buffalo (Etat de New York).

une lecture nouvelle de Zola, Camus, Navel, etc...

un ouvrage très bien présenté par LES EDITIONS SYNDICALISTES

Prix : 20 F franco, taxe comprise.

21, rue Jean-Robert, 75018 Paris.
C.C.P. 21764.88 - Paris

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

AU-DESSUS DE NOS MOYENS

Nous vivons au-dessus de nos moyens. On va finir par nous le faire croire. M. Barre dit, après une longue lignée de prédécesseurs : « La France vit au-dessus de ses moyens ». Ce qui ne veut pas dire grand-chose, pour peu qu'on y réfléchisse. « Il faut distinguer », comme le disait l'un de mes maîtres. Si la France, c'est son gouvernement, ses institutions d'Etat, alors oui, la France vit nettement au-dessus de ses moyens : plus de 30 milliards de déficit l'an dernier, comblés comme nous le verrons par la planche à billets. Où va-t-on chercher ailleurs la cause de l'inflation ? Mais si la France, c'est les Français, alors il faut tout de suite distinguer. Il y a des Français, en petit nombre, qui n'arrivent pas à vivre au niveau de leurs moyens, tout en s'y appliquant : ils jettent le surplus sur les tables réservées des casinos, ils collectionnent les châteaux, ils abandonnent à des employés ex-complices des millions lourds que nous leur avons offerts par des prélèvements sur nos salaires ou nos retraites.

Mais ces Français sont quantité négligeable ; ils servent seulement à stigmatiser une société qui ne trouve pas sa fin. C'est une pollution sociale. Il y a d'autres Français, une écrasante majorité : les salariés. Attention ! parmi ceux-ci, il faut encore distinguer : il y a de faux salariés qui, à raison de plusieurs millions d'anciens francs par mois (plus avantages divers) déguisent sous la dénomination de salaire une part du profit d'exploitation plus grande souvent que celle des actionnaires, réputés propriétaires. Nous reviendrons à ces messieurs, mais il y a la masse des salariés dont la grande majorité — ne l'oublions pas — reçoit quelque deux mille francs par mois pour son travail, quelquefois moins, assez souvent plus, mais pas beaucoup plus.

Eh bien ! ce sont ceux-là, paraît-il, qui vivent au-dessus de leurs moyens ! Ce sont ceux-là qui sont responsables de l'inflation ! On nous le dit avec tant d'insistance que nous finirions par le croire. Les salaires augmentent plus vite que les prix, on nous le jure ; leur pouvoir d'achat croît inconsiderément. Il est temps de freiner et de maintenir (vous entendez bien : de maintenir) ce pouvoir d'achat. M. Chalandon, une des éminences de l'établissement, a fait état d'une augmentation de 20 % des salaires tandis que la production n'augmentait que de 6 % ; un rédacteur de l'hebdomadaire « Le Point » n'a pas craint de dénoncer la hausse galopante ou affolante des salaires !

Il est temps d'arrêter cette intoxication. Au sujet du maintien du pouvoir d'achat, je veux rapporter quelque chose d'édifiant. J'ai vu les bulletins de paye récents de plusieurs typographes. Typographes du « labeur », non de la presse (ces derniers se battent actuellement pour essayer de conserver des avantages qui les mettent hors du régime commun). Nous étions habitués à penser que ces travailleurs très qualifiés faisaient partie d'une « aristocratie ouvrière » et qu'ils gagnaient largement leur vie. Or, mon étonnement a été grand quand j'ai pu vérifier que leur salaire net mensuel, pour quarante heures par semaine, n'excédait guère 2.000 F. (Je ne parle pas des linotypistes qui, parce qu'ils travaillent aux pièces, peuvent gagner le double.) Ces typographes m'ont prouvé qu'il y a trois ans leur salaire était d'un montant à peu près égal, mais pour cinquante heures par semaine. Ne discutons pas pour le moment sur le point de savoir s'ils avaient tort ou raison de faire cinquante heures. Il reste que, nominalement, leur salaire est le même qu'il y a trois ans, c'est-à-dire que

leur salaire réel, leur pouvoir d'achat a notablement baissé. Et il y a certainement des milliers, des centaines de milliers sans doute, de travailleurs qui sont dans ce cas.

M. Barre me dira qu'à ceux-là il ne demande pas de sacrifices (il devrait dire : pas d'autres sacrifices). Il se contentera de frapper dans la tranche immédiatement « supérieure », de « maintenir » le pouvoir d'achat de celle-ci. En fait, de le diminuer. Comment peut-il jurer que ce pouvoir d'achat sera maintenu quand il limite arbitrairement les hausses de salaire de 1977 à 6,5 % ? Il suppose le problème résolu, c'est-à-dire qu'il suppose que l'inflation ne dépassera pas ce taux.

M. Barre s'appuie, pour consolider sa thèse, sur les contrats salariaux de la fonction publique ; ils auraient conduit à des augmentations excessives, au-delà du maintien du niveau de vie, et ils auraient retenti contagieusement dans le secteur privé. Or, je lis qu'à la date du 1^{er} octobre les traitements sont relevés de 1,95 %, ce qui porte la hausse des traitements depuis le 1^{er} janvier à 8,05 %. D'autre part, un tableau des « indicateurs-clés de la conjoncture » m'indique que les prix de détail ont augmenté en un an de 9,2 %. Je ne vois là qu'une conclusion à tirer : c'est que le pouvoir d'achat des travailleurs de la fonction publique n'a pas été « maintenu ». D'ailleurs, les clauses de « sauvegarde » ou d'échelle mobile figurant dans les conventions ne sont que des procédés d'adaptation du salaire après que la hausse des prix a été constatée au moyen d'un indice très discutable (nous y reviendrons). Ce ne sont donc pas les salaires qui « provoquent » si l'on peut ainsi dire. Ils se traînent à la remorque d'un indice.

Allons ! que nos contradicteurs citent des cas de salaires ouvriers qui ont augmenté de 20 % depuis un an ! Ils en trouveront peut-être quelques-uns, à titre d'exception ; cela n'infirmera pas le tableau d'ensemble. A condition, bien entendu, de ne pas aller chercher tout en haut de l'échelle où règnent les faux salaires, les prélèvements indus sur le produit du travail social.

« Le Nouvel Observateur » (4 oct.) a cité le cas du P.D.G. de la Compagnie Française des Pétroles. C'est, paraît-il, le plus haut « salarié » de France. L'auteur de l'article ne dit pas combien il gagne par mois. Dommage pour notre édification. Le rédacteur veut seulement prouver que ce monsieur paye plus d'impôt que le principal actionnaire de la Compagnie, un descendant de la famille Desmarais qui possède cent mille actions de la Compagnie alors que le P.D.G. n'en a que soixante. Le premier bénéficie d'un « avoir fiscal » si important qu'il bat probablement le second au moment du calcul de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire qu'il en paye moins.

A propos d'avoir fiscal, comment se fait-il que M. Barre n'ait pas pensé à supprimer cette injustice, qu'il n'ait pas pensé à calculer devant nous combien rapporterait la suppression de l'avoir fiscal. Voilà une création d'un ministre des Finances qui s'appelait Giscard d'Estaing ; elle n'a pas eu d'autre but que de privilégier les capitalistes. On dit qu'il ne serait pas équitable de faire payer deux fois le même contribuable. Faux raisonnement. Quand une société industrielle a dégagé son bénéfice brut — si elle en dégage un — elle doit l'impôt sur les sociétés (50 % je crois). C'est la société qui est imposée, en tant que « personne morale ». L'actionnaire reçoit une part du bénéfice distribué qui entre dans son revenu personnel et qui est imposée à ce titre. Ce qui est injuste, c'est que l'on déduise de cet impôt ce qu'il a prétendument payé comme associé. On déduit d'un impôt progressif sur le revenu personnel un impôt de nature toute différente !

Il est pour le moins étonnant que ni M. Barre, ni personne n'ait remis sur le tapis cette astuce malicieuse de « l'avoir fiscal ».

Pour en revenir à notre point de départ, je me replonge dans ce tableau des « indicateurs-clés de la conjoncture » (*Le Monde économique*, 7 septembre). J'y trouve que si la valeur en francs de la production industrielle a augmenté en un an de 8,6 %, la masse monétaire a augmenté de 19 % et les crédits à l'économie de 15,7 %. N'est-ce pas le mécanisme même de fabrication de l'inflation ? Il y a une « physique » de l'économie, dirait M. Michel Debré.

C'est ce qui devrait faire dire avant tout à M. Barre : « La France vit au-dessus de ses moyens ». Pour souligner l'originalité de sa formule, il faut la comparer à celle que son homologue, premier ministre britannique, a employée devant le congrès travailliste. Qu'a donc dit M. Callaghan ? Il a dit : « La Grande-Bretagne vit au-dessus de ses moyens ! »

EGALITE, POUVOIR D'ACHAT, SOCIALISME

De cette nébuleuse de théories qu'on a revue dans notre ciel à propos de la lutte contre l'inflation, s'est quand même dégagé le lourd nuage des inégalités économiques, des distorsions de revenus, de salaires ou prétendus salaires. On ne pourra plus maintenant le chasser de l'horizon.

Beaucoup de confusion règne encore sur ce point. On mêle tout : inégalités, différences naturelles entre les hommes, et inégalités économiques et sociales. On ajoute à ça les bonnes intentions de « la revalorisation du travail manuel » en refusant de poser la question nécessairement connexe des grasses rétributions qu'on serait bien en peine de justifier.

Essayons déjà de rendre la discussion moins confuse entre nous. Le camarade Georges Lamizet, dans une lettre qu'on lira peut-être d'autre part, voudrait que l'on dise qu'en égalisant tout d'un coup les revenus de tous, on ne donnerait pas à chacun une part très sensiblement supérieure à celle qu'il reçoit actuellement, par conséquent que son pouvoir d'achat n'en serait pas tellement amélioré. Si la solution se présentait comme il le dit, ce serait matériellement vrai. Il ne faut pas le cacher. On peut et on doit lui objecter que « l'homme ne vit pas seulement de pain » et que le sentiment de justice sociale a plus de prix pour l'homme qu'un pouvoir d'achat supplémentaire.

En réalité, notre action obstinée pour l'égalité économique n'a pas pour objectif cette égalisation pour ainsi dire instantanée. Elle est un effort pour renforcer et accélérer un mouvement constaté dans les sociétés développées vers le resserrement de la hiérarchie économique, vers la condensation des revenus du travail autour du salaire de l'ouvrier qualifié. Ce salaire-foyer doit hausser et les salaires les plus bas se rapprocher de lui. Sauf hypocrisie, il n'y a pas d'autre forme de revalorisation du travail manuel, de démarche vers l'égalité économique.

Georges Lamizet, impitoyable dans sa logique, nous dit aussi que si l'on entend cette égalité entre tous les hommes de la planète, y compris ceux des pays non encore développés, alors on provoquerait une baisse très prononcée du niveau de vie des habitants des pays « riches ». Ce serait incontestable si, là aussi, la question se posait d'une sorte d'égalisation-miracle. Il s'agit seulement d'aider nos frères des pays dits « en voie de développement » à se sauver eux-mêmes, à atteindre un niveau de vie comparable au nôtre. Pour cela, il faut leur donner, les bases nécessaires du développement, à savoir des routes, des écoles, des hôpitaux, non des tanks, des palais pour les princes et des « Cadillac » aurifiées.

« Pas de socialisme sans liberté ! » crie-t-on maintenant, et les nouveaux convertis plus fort que les autres. « Pas

de socialisme sans égalité ! » On n'entend pas ce cri, pour nous inséparable du premier. Nous ne ménagerons pas notre peine pour qu'on l'entende et, surtout, nous n'accepterons d'appeler « socialiste » qu'un pays où se développera effectivement le courant vers l'égalité.

Un colloque récent réunissait des intellectuels dont la plupart venaient des pays de l'Est réputés « socialistes ». L'un des orateurs combattit la conception et la pratique de l'égalité. Il déclara que la tendance à l'égalité allait de pair avec le renforcement de l'Etat, que « l'égalité absolue, c'était l'Etat absolu ». Or, partout où l'Etat est fort règne l'inégalité ; il est même là pour consolider les inégalités, les vieilles inégalités, ou bien comme dans les pays prétendus socialistes, les inégalités nouvellement établies et d'autant plus durement défendues. Les faits les plus évidents démentent le propos de cet orateur mal inspiré.

La liberté et l'égalité naissent, se développent et s'établissent conjointement. Ce sont les seules bases d'une fraternité réelle. Le syndicalisme est (ou devrait être) l'école pratique où ces mots deviennent choses vivantes.

R. GUILLORE.

INFORMATIONS SYNDICALES

AMELIORATION DE L'INDEMNISATION DU CHOMAGE PARTIEL

Un nouvel accord relatif à l'indemnisation du chômage partiel a été signé le 14 septembre 1976.

Cet accord reconduit la disposition de l'accord précédent qui prévoit que chaque heure indemnisable — en application de l'Accord National Interprofessionnel du 21 février 1968 — donnera lieu au versement d'une indemnité égale à 50 % du salaire.

Il prévoit, d'autre part, que cette indemnité ne pourra être inférieure à 8,25 F (au lieu de 7,90 F) pour chaque heure de travail chômeé suivant la réglementation relative au chômage partiel.

Ce nouveau taux minimum sera applicable à compter de son entrée en vigueur après la date de l'agrément ministériel, soit au plus tard le 18 octobre 1976.

A compter du 20 décembre 1976, ce taux sera porté à 8,40 F.

DES PROGRES DE F.O.

La Confédération syndicale Force Ouvrière nous communique régulièrement des résultats d'élections dans les entreprises, même quand ils sont défavorables. Ces dernières semaines, ce ne sont presque que des progrès pour cette confédération.

Ainsi à la Banque Scalbert, pour l'élection du Comité d'entreprise, F.O. obtient 487 voix, soit 81 % des suffrages au 1^{er} collège et 240 voix (76 %) au 2^e collège, avec la totalité des sièges à pourvoir, avec des gains de 177 et 125 voix.

A la S.N.I.A.S. de Cannes ses suffrages sont passés de 188 en 1970 à 313 cette année.

A la S.N.I.A.S. de Marignane, elle obtient 1.301 suffrages en progression de 263 voix passant ainsi avant la C.G.T.

Au Commissariat à l'Energie Atomique, élection des délégués du personnel, en comprenant les centres de Pierrelate et de Cesta ses suffrages passent à 3.321 voix en progression de 453.

A l'Institution des retraites de la Coiffure, F.O. double ses voix et passe de 2.273 en 1974 à 3.390 cette année.

Les progrès de F.O. se marquent surtout dans les P.M.E., dans les services, dans ce qu'on appelle « le tertiaire ». De son côté, la C.F.D.T. vient d'enregistrer des gains importants, au détriment de la C.G.T., dans toutes les usines de la Régie Renault.

UN SOCIALISME A VISAGE HUMAIN

J'entends un ami relativement jeune, ordinairement lucide, au passé déjà lourd d'expériences, formuler cette désespérante confession: «*Depuis le coup d'Etat chilien et l'assassinat d'Allende, je ne crois plus au socialisme à visage humain*».

Ce qui m'inquiète le plus, c'est peut-être que l'on ne rejette pas la solution socialiste, mais que l'on juge utopique et dangereux de la proposer sans vouloir l'imposer par la force. Allende n'a pas été vaincu parce que socialiste mais parce que trop humain.

Il faudrait sans doute préalablement dissiper une équivoque. Nous n'avons jamais adhéré aux thèses gandhistes de la *Non violence* (si nobles qu'elles soient). Notre fidélité à la Charte d'Amiens ne se confond pas avec les rites observés par «*les chrétiens du dimanche*» pour qui le christianisme n'est qu'une parure et non un engagement. L'indépendance du syndicalisme se justifie par la pratique de la lutte des classes.. c'est-à-dire l'action directe contre le système, contre le patronat, et même contre l'Etat.

Pour la liberté du mouvement ouvrier, condition essentielle de la véritable Démocratie et de l'accomplissement du socialisme authentique, nous avons participé à la bataille antifasciste, à la Résistance anti-nazie.

Accordons à certains de nos contradicteurs que le terrorisme peut s'imposer pour la prise du pouvoir politique, pour la liquidation des résistances réactionnaires et conservatrices. Ce que nous n'admettons pas c'est qu'il soit une condition essentielle de l'accomplissement du Socialisme. C'est qu'il devienne un moyen de gouvernement, c'est qu'il se prolonge en un totalitarisme encore plus absurde qu'ignoble, lorsqu'il aboutit à la déification d'un Hitler, d'un Staline, d'un Mao-Tsé-Toung, ou même d'un Nasser et d'un Castro.

Ce que nous avons dit (R.P. de mars 1974) dans un article où l'on n'a voulu voir, quand on l'a lu avec une loupe sélective, qu'une approbation implicite et hypocrite de l'assassinat d'Allende, c'est que l'échec du socialisme chilien avait précédé le coup d'Etat militaire... On peut même prétendre qu'il n'y a pas entre les deux phénomènes relation de cause à effet. Pinochet a peut-être voulu prévenir une évolution vers un assouplissement du régime qui lui aurait interdit la candidature au Pouvoir.

Au reste, il est facile à retardement d'imaginer l'intervention de la force pour soutenir le régime d'Allende.

Quelle force? Aucune révolution victorieuse, depuis 1917, ne fut possible sans le concours d'une armée solidement encadrée et convenablement équipée.

C'est peut-être ce qui motive notre contestation des régimes issus de ces révolutions.

Certains n'envisagent plus désormais la Révolution que portée sur des chars d'assaut ou des avions de bombardement. On peut débattre des nécessités militaires, si l'on veut une Révolution d'abord politique. Ce qui est certain pour nous, c'est que depuis 1917, la militarisation de la Révolution a détruit les chances d'un Socialisme à visage humain, d'un Socialisme tel que nous l'avons conçu.

Est-ce devenir contre-révolutionnaire que de le constater objectivement? C'est certainement *trahir le Socialisme que subordonner son accomplissement à une militarisation de la Révolution et de la post-Révolution*.

Au Chili, la force disponible, c'était celle de l'Armée.

Allende a tenté non de la neutraliser, mais de la rallier à son gouvernement par la participation directe des généraux pourvus d'importants postes ministériels. Qu'il ait été victime de sa bonne foi, nul n'en peut douter. Mais cette bonne foi témoignait de sa confiance en l'Armée et ses chefs. Est-ce là une preuve d'humanisme socialiste?

En classant mes vieux papiers, je retrouve un article de Serge-Christophe Kolm, paru dans *Le Monde* du

13-9-1974, donc six mois après mon papier de la R.P.. L'auteur confirme exactement mes propos... et n'entend pas plus que moi nier les responsabilités des compagnies américaines et de la CIA.

Que les Etats-Unis aient lié l'octroi de crédits à une indemnisation plus importante des sociétés minières expropriées par la nationalisation des mines... c'est dans la logique du système capitaliste, c'est d'ailleurs une politique nettement formulée, bien avant l'expérience d'Allende, que l'ITT Company et la CIA aient subventionné des troubles et des grèves... on ne peut en douter, on doit s'en indigner mais on pouvait le prévoir. Ce qui me paraît beaucoup plus édifiant, c'est que ces troubles et grèves, abusivement soutenus, n'étaient pas artificiellement provoqués.

Serge-Christophe Kolm fournit des données numériques particulièrement significatives. L'Unité populaire commença par un immense succès économique. «*La part du revenu national allant aux salaires passe de 54,9 % en 1970 à 62 % en 1971. Le taux de croissance du revenu national qui avait rampé de 2,3 % à 3,7 % de 1967 à 1970, bondit à 8,3 % en 1971. Le taux du chômage tombe de 8,3 % en 1970 à 3,8 % en 1971.*»

Or en 1972, les salaires réels ont diminué de 2,7 %; la part des salaires dans le revenu national retombe à 54,4 % (moins qu'en 1970). Dans les six premiers mois de 1973, les salaires réels officiels ont baissé de 22,5 %. Et ce processus s'est accéléré pendant les trois derniers mois du régime durant lesquels l'économie se dégrade à un rythme extraordinaire avec une hausse des prix de 520 % en taux annuel...

«*L'année 1971, dit Kolm, ne put être si bonne que parce qu'on y mangea à la fois le pain du passé et celui de l'avenir.*»

Cette imprévoyance paraît d'autant plus inadmissible que selon Kolm, les échecs et les dépressions de 1972 et 1973 s'expliquent par le jeu de mécanismes économiques facilement prévisibles, et non par la pression des réactionnaires capitalistes ou des agents de l'impérialisme américain (d'ailleurs également prévisibles). Nous avons conclu (mars 1974) sur les enseignements de la tragédie chilienne qu'il fallait «*dépolitiser les problèmes sur le plan international afin que les luttes sociales ne soient plus dévoyées par les conflits entre puissances politiques*». Nous reconnaissons la nocivité scandaleuse de la CIA. Mais c'est aux Etats-Unis qu'elle fut décrite et dénoncée. On sait aujourd'hui que le gouvernement de Washington n'a pu vaincre l'hostilité du Congrès à l'octroi de crédits à la «*junte*» chilienne. Ce qui prouve qu'il y avait aux Etats-Unis, du temps d'Allende, des puissances avec lesquelles l'accord était possible (1), que l'on pouvait au moins neutraliser les USA, par des concessions qui auraient pesé beaucoup moins lourd qu'une rupture brutale conditionnant la protection de l'URSS... Celle-ci d'ailleurs a provoqué l'hostilité de la Chine... cependant, selon certains des nôtres... patrie du socialisme le plus pur... ce qui ne veut pas dire le plus humain...

Il faut noter encore que l'imprévoyance d'Allende ne distingue pas qualitativement son expérience de celles des autres régimes dits socialistes. Les erreurs, les défaillances et les faillites y sont là au moins aussi brutales... et souvent plus catastrophiques. Mais on y a appris de Staline l'art des tournants et des purges, par lequel le Maître distribue généreusement à ses serviteurs les res-

(1) En rendant compte du «*tête à tête*» Ford-Carter, la presse n'a guère mis en relief la condamnation formelle de l'aide à Pinochet et du régime chilien par Carter qui — quelle que soit l'issue du scrutin — représente actuellement la majorité du Congrès et de la population américaine.

C'est bien cette majorité qui par son opposition efficace à la politique d'intervention a permis la victoire communiste au Vietnam et au Cambodge.

pensabilités qui lui sont propres et ne fait son... meaculpa, qu'en frappant sur la poitrine, puis sur la tête des autres. Reproche-t-on à Allende de ne pas avoir survécu, en s'inspirant d'exemples d'un socialisme aussi inhumain ?

Ce débat n'est pas clos. Nous pourrions le nourrir de faits qui contrarient quelque peu une propagande souvent servie par une publicité d'inspiration gouvernementale (les émissions de télévision consacrées à l'URSS, la glorification presque unanime de Mao-Tse-Toung qui nous rappelle l'hystérie des hommages posthumes à Staline et à Nasser).

Mais il est pour nous une leçon plus édifiante de la tragédie chilienne. Kolm nous rappelle qu'au Chili la population laborieuse compte une grande majorité de salariés. Le mouvement ouvrier, à traditions déjà solides, devait être appelé à jouer un rôle essentiel. La politisation l'a réduit au rôle de masse de manœuvre. Il ne faut donc pas s'étonner que la classe ouvrière certainement hostile au coup d'Etat de Pinochet n'y ait pas répondu par une tentative de grève générale.

L'imprévoyance, c'était peut-être de décider en 1971 une hausse brutale et massive des salaires nominaux, provoquant une demande excédant les capacités productives, se traduisant par la hausse des prix, le recours à l'importation, l'insuffisance des investissements industriels (cf. article de Kolm).

Une classe ouvrière, organisée dans un syndicalisme indépendant, peut prendre conscience de ses responsabilités et soumettre ses revendications aux nécessités d'une gestion dont elle aurait la charge.

C'est cela que les politiciens ne peuvent admettre. S'ils en ont la force, la dictature sur le prolétariat brise toute velléité revendicative.

Si les partis au Pouvoir ne peuvent se soustraire à des règles électorales et parlementaires, alors pour eux la classe ouvrière n'est plus qu'une clientèle qu'il faut satisfaire... provisoirement...

De ce point de vue, notre commentaire de la chute d'Allende se prolonge en avertissement aux responsables syndicaux de France...

Roger HAGNAUER.

PEUT-ON RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DE REVENUS ?

Les récentes statistiques de l'O.C.D.E. ont révélé que l'inégalité des revenus était en France plus grande que dans tous les autres pays adhérents à cette organisation. Aussi le problème de la réduction des inégalités est-il à l'ordre du jour.

Mais comment peut-on réduire ces inégalités ?

Une première méthode serait d'augmenter seulement les salaires les plus bas et pas les autres. Par exemple tous les salaires inférieurs à 2 500 francs par mois seraient seuls augmentés, ce qui aurait comme conséquence de réduire l'écart avec les revenus plus élevés. Seulement cette méthode, qui est d'ailleurs celle généralement employée, finit par faire tache d'huile et entraîner une augmentation générale des salaires. C'est aussi ce qui s'est généralement produit. Ce qui aboutit à maintenir et parfois à aggraver l'écart entre les salaires. Il est facile de comprendre cela. Si, par exemple, on porte le S.M.I.C. à 2 000 francs, comme le demandent les syndicats, celui qui gagne actuellement 2 000 francs voudra gagner plus, sinon il deviendra un smicar. Si son salaire est porté à 2 200 francs, celui qui gagnait déjà cela voudra gagner plus et il s'estimera rétrogradé. Et ainsi de suite.

Il y a donc là un inconvénient incontestable, dont la conséquence sera de ne rien changer dans les inégalités, tout en accélérant l'inflation.

Une deuxième méthode consisterait à imposer plus fortement les revenus élevés et à détaxer complètement le revenu le plus bas, en l'occurrence le S.M.I.C. Si, par exemple, tout revenu égal au S.M.I.C. est exonéré d'impôt sur le revenu, que ceux se situant entre le S.M.I.C. et 3 000 francs par mois ne sont que faiblement imposés, tandis qu'au-dessus la progressivité s'élève rapidement et va jusqu'à 90 %, au lieu de 60 % actuellement, l'écart entre les revenus sera sérieusement resserré.

Cette méthode ne présente pas l'inconvénient de la précédente et n'est pas du tout inflationniste puisqu'elle réduit les revenus élevés, donc la demande, au lieu de l'augmenter comme c'est le cas avec l'augmentation des salaires.

Enfin une troisième méthode, non exclusive d'ailleurs de la deuxième, consisterait à pratiquer un commencement d'économie distributive pour les petits revenus. Par exemple, tous ceux dont le revenu est égal au S.M.I.C. ne payeraient pas de loyer, ni l'électricité, le gaz et l'eau dans une certaine limite, ni les transports. Au-dessus du S.M.I.C. et jusqu'à un certain revenu il y aurait une gratuité partielle.

Cette gratuité totale ou partielle selon le cas, accordée aux revenus les plus bas, améliorerait leur sort et aurait

l'avantage de resserrer la hiérarchie des revenus réels tout en laissant subsister la hiérarchie des revenus monétaires.

J'ai déjà eu l'occasion de dire dans la « R.P. » que le loyer devrait être fixé en fonction du revenu et non de la valeur locative du logement, ce qui ferait disparaître cette ségrégation sociale qui parquent les petits revenus dans des quartiers pauvres et dans des maisons dites sociales et les gros revenus dans des quartiers riches et dans des maisons dites de grand standing. C'est un peu dans cette voie que s'est engagé M. Raymond Barre dans son rapport sur le logement où il s'est prononcé pour l'aide à la personne au lieu de l'aide à la pierre dont profitent également les riches. Maintenant qu'il est président du conseil, mettra-t-il cela en pratique ?

Nous le verrons. En tout cas, il me semble que c'est sur les deuxième et troisième méthodes exposées ici que les syndicats et la Gauche devraient engager la bataille, s'ils veulent réellement freiner l'inflation. Car toute augmentation générale des salaires dans une société où les monopoles de toute sorte permettent de la répercuter sur les prix de revient, ne fera qu'accélérer la hausse des prix.

Naturellement, il reste entendu que tant que ces deux méthodes ne seront pas une réalité, les travailleurs qui gagnent le moins n'ont pas d'autres solutions que de lutter pour augmenter leur salaire. Et dans ces conditions nous ne pouvons que les soutenir dans leur lutte.

Pierre RIMBERT.

ERRATUM

Le camarade Bureau nous signale que plusieurs erreurs se sont glissées dans son article sur l'ouvrage de Robert Debré : « Ce que je crois » :

1) Le nom Janson de Sailly a été mal orthographié.
2) Il avait écrit « Mais à leur énumération je ne souris pas » (et non je ne souscris pas, ce qui lui fait dire le contraire de ce qu'il pense).

3) Il avait mis des guillemets après « vers la licence » et non après le « dépérissement » qui n'est pas dans le texte du professeur Debré.

4) Enfin, une phrase a été incomplètement reproduite, ce qui en change le sens. Il faut la lire ainsi :

« Un petit calcul devenu classique montre qu'au rythme actuel, la densité de l'Humanité sur toutes les terres immergées (déserts tropicaux, déserts de glace compris) sera celle de Singapour dans moins de 250 ans et celle du métro aux heures de pointe dans moins de 550 ans. »

PRISONNIER DE MAO

Je viens seulement de lire ce témoignage de Pasqualini, fils d'un Corse et d'une Chinoise, qui n'avait jamais quitté la Chine et qui a été interné par le nouveau régime dans les camps de « Réforme par le travail », parce qu'il avait été employé par l'Ambassade américaine, et aussi, il le reconnaît, par le service de renseignement américain. Finalement, il a été libéré à cause de sa nationalité française, lorsque des relations diplomatiques ont été établies entre la France et la Chine populaire. Et il a dû se séparer de sa femme et de son fils pour toujours. Pasqualini n'a peut-être pas le talent littéraire de Soljenitsyne, et il n'a pas recueilli sur les camps chinois une documentation comparable à celle de ce dernier sur les camps soviétiques. Mais son récit, mené avec simplicité et souvent avec humour, malgré la gravité du sujet, n'en est pas moins captivant. Dans les camps et les prisons où il a séjourné, il a souffert de la faim, parfois de façon effroyable, en particulier pendant la grande disette de 1961. Comme ses compagnons de détention, il a dû compléter les maigres rations qui lui étaient attribuées par toutes sortes de ruses invraisemblables, qui lui ont permis de survivre. Il a parfois été condamné à des peines de cachot, mais il n'a jamais été torturé physiquement. Par contre, il a eu affaire, comme tous ses co-détenus, à une pression idéologique implacable. Tout est mis en œuvre pour que les prisonniers se persuadent que le gouvernement chinois a toujours raison, et pour leur donner un sentiment de culpabilité à son égard. Cette pression, ce sentiment d'avoir « péché » (c'est le mot) sont apparentés à ceux auxquels ont recours les religions. On a bien souvent dénoncé l'attitude de l'Eglise catholique à ce sujet. Voir par exemple des romans comme « l'Empreinte » d'Edouard Estaunié, ou « Jean Barois » de Roger Martin du Gard. Le protestantisme est plus respectueux de la personnalité humaine, mais on trouve aussi cette pression dans certaines de ses sectes, comme l'a montré Alphonse Daudet dans « l'Evangéliste ». Mais les pratiques des religions ne sont que balbutiements enfantins à côté des raffinements mis au point par les communistes chinois. Seules les pratiques de la secte de Moon pourraient, peut-être, être comparés aux leurs.

Donc, en Chine aussi existe un système concentrationnaire bien établi. Il est différent à bien des égards du système russe. Par exemple, dans ces camps chinois, les sexes sont complètement séparés, et toute manifestation de sexualité prohibée. De plus, certains détenus le sont pour adultère. L'auteur a rencontré un ex-membre du Parti Communiste condamné pour avoir, au cours d'un voyage en Tchécoslovaquie qui lui avait été offert comme récompense, eu des relations amoureuses avec une communiste tchèque. Et un cas d'homosexualité s'étant produit au camp est puni de mort séance tenante. En U.R.S.S. au contraire, Soljenitsyne a témoigné que des couples se forment souvent dans les camps, et subsistent parfois lorsque la libération intervient.

Certes, la réalité chinoise ne se borne pas au système concentrationnaire. Pour juger la Chine actuelle, il faut en examiner tous les aspects. Mais celui-ci existe, et c'est déjà beaucoup trop. Cette pression idéologique intense, cet avilissement de l'individu que l'on veut à tout prix façonner comme un robot de la société nouvelle, est inadmissible, et contraire au but suprême du socialisme, qui doit être la libération et l'épanouissement de l'homme. Il faut donc espérer que d'autres pays, ceux dans lesquels existe une tradition de liberté solidement établie, sauront réaliser un socialisme humain conforme à cet idéal.

L'un après l'autre, nos vieux amis s'en vont.

Après *Alexandre Croix* dont j'avais fait la connaissance à l'imprimerie des « Editions Polyglottes » où nous corrigions ensemble les épreuves de la *R.P.*, et dont j'avais apprécié la profonde connaissance de l'histoire du mouvement ouvrier ;

Laurent Devarenes que je rencontrais au cours des réunions mensuelles de l'Union des syndicalistes, et qui m'avait manifesté son accord avec ce que j'avais écrit sur les races humaines ;

Voici disparu *Robert Louzon* dont je ne puis manquer d'évoquer la forte personnalité.

Je l'ai rencontré tout d'abord dans des réunions du S.I.S.L. (Secours International - Solidarité - Liberté), avant la guerre, et au cours de ce meeting contre les procès de Moscou où j'avais également vu Monatte. Mais c'est seulement après la guerre que je suis entré en relation avec lui. D'abord, je reçus de lui une lettre, à propos d'un article que j'avais écrit dans le Bulletin des Amis de l'Ecole Emancipée, sur le roman de Koestler « Le zéro et l'infini ». Il donnait des procès de Moscou une explication différente de la mienne. Je lui répondis et nous en restâmes là.

Mais nos relations épistolaires devinrent plus régulières lorsque je commençai à envoyer de Syrie des lettres à la *R.P.* Il s'intéressa aux informations que je donnais et après la chute du régime de Chichakly, en particulier, il me demanda d'écrire un article. Et nous correspondîmes fréquemment. Il m'envoya bientôt le bulletin ronéoté qu'il éditait. Et j'eus plus d'une fois l'occasion de polémiquer avec lui, car, si nous nous intéressions aux mêmes questions, nous n'étions pas toujours d'accord. Je trouvais que souvent il faisait preuve d'un esprit trop systématique, négligeant les nuances. Ainsi, comme la plupart des révolutionnaires, il considérait la Réforme protestante du seizième siècle comme une manifestation de la pensée bourgeoise contre l'idéologie du féodalisme. Un examen de la question au point de vue historique m'avait conduit à considérer cette opinion comme trop catégorique, un peu trop simpliste, et je le lui écrivis. Au sujet des religions d'Extrême-Orient également, il me semblait trop formaliste en affirmant qu'elles étaient des philosophies athées. A mon avis, le bouddhisme, par exemple, n'est pas athée, mais a remplacé les dieux du brahmanisme par le Bouddha, devenu pour ses adeptes un véritable dieu, autant que Jésus pour les chrétiens. Mais ce qui nous rapprochait, c'était notre profond accord sur la question de Palestine. Lui et moi considérions le sionisme comme une des grandes aberrations de notre époque, et nous avons également prévu qu'il était sur le point de déclencher de nouvelles catastrophes.

J'ai rencontré Louzon à plusieurs reprises, et notamment deux fois à Cannes où il demeurait. C'est lui qui, au cours de la deuxième de ces rencontres, me présenta un camarade que je tenais en haute estime, mais que je n'avais encore jamais eu la joie de voir, Rosmer, qui devait mourir peu après.

Il m'arriva d'écrire à Louzon que j'hésitais à continuer d'écrire dans la *R.P.*, que je n'en voyais pas l'utilité. Sa réponse fut catégorique : « Non, non, Gallienne, il ne faut pas lâcher. Envoyez le plus possible de copie à la *R.P.* ». Si ma participation à notre revue est devenue plus régulière et plus importante, c'est en grande partie à cause de cette lettre.

Certes, à l'âge qu'il avait atteint, Louzon ne pouvait plus vivre bien longtemps. Telle est la loi biologique, contre laquelle nous ne pouvons rien. Néanmoins, c'est toujours avec une grande tristesse que l'on apprend la mort de camarades de cette trempe.

QUELLE REVOLUTION VOULONS-NOUS ? — A la base de nos désaccords, deux conceptions de la révolution se heurtent. D'une part, la conception classique : la révolution est un changement violent de régime, le passage du pouvoir d'une classe sociale à une autre. C'est celle de tous les partis et groupements politiques d'extrême-gauche, qu'ils se réclament ou non du marxisme. L'autre consiste à attendre un changement de la société de la lutte continue pour la satisfaction des revendications ouvrières, jusqu'à ce que cette lutte ait amené une transformation totale. J'ai entendu pour la première fois formuler cette seconde idée de la révolution par Yvon, avant la guerre. Son ouvrage documenté sur la condition ouvrière en URSS était paru depuis peu. Je venais de le lire, et j'étais allé voir l'auteur au local de la R.P. pour lui demander des précisions sur un point particulier d'une question traitée dans son livre. J'eus la surprise de constater qu'il ne croyait pas au « socialisme » comme en un régime où, l'exploitation de l'homme par l'homme ayant pris fin, toutes les misères humaines seront anéanties. Croire ceci lui paraissait être une conception religieuse contre laquelle il s'élevait. Moi, je n'avais encore jamais envisagé autrement le but de la révolution. A l'heure actuelle, mes idées sur la question sont plus nuancées qu'autrefois ; je pense néanmoins qu'il ne devrait pas y avoir d'opposition entre les deux conceptions, mais qu'elles devraient se compléter mutuellement. Or, nous voyons au contraire les partisans de l'une rejeter l'autre, la considérer comme une aberration. Je me souviens de ce révolutionnaire espagnol qui, constatant qu'il lui serait impossible de convoquer son groupuscule pendant l'été, s'écriait d'une voix crispée : « Oh, ces vacances, en France ! » Le même se prononçait d'ailleurs contre toute lutte revendicative et syndicale, car pour lui le seul but valable et immédiat était la révolution.

D'un autre côté, ceux qui croient aux bienfaits de la lutte syndicale arrivent trop facilement à ne plus croire en la révolution, c'est-à-dire au changement brusque et décisif du pouvoir. Et ce qui s'est passé dans les pays qui prétendent réaliser le socialisme n'est pas fait pour les faire changer d'avis.

Je me suis moi-même parfois posé la question. Mais si je reste partisan de la révolution politique, de la prise du pouvoir par le prolétariat organisé, c'est parce qu'elle me paraît aujourd'hui plus nécessaire que jamais, sinon, l'humanité va, à brève échéance, sombrer dans la barbarie. Je crois ceci, non en vertu d'un dogme marxiste, mais parce que je vois venir cette barbarie menaçante. On ne comprend pas assez, dans nos milieux, où nous mène la pollution qui se développe d'une façon de plus en plus inquiétante : un pétrolier échoué dont la cargaison se déverse le long de la côte atlantique de l'Espagne, des milliers de poissons morts au fil de l'eau sur la Seine et sur le Rhône, telles sont les récentes images présentées à ce sujet par la télévision. Et nous avons pu entendre un patron qui, condamné pour avoir gravement pollué la région où il exerce son activité, déclarer à peu près ceci : « La pollution, ce n'est pas mon affaire, que le gouvernement s'en occupe. Moi, je m'en désintéresse. » Comment lutter contre les méfaits de la pollution, dans un régime où chacun ne recherche que son profit personnel et ne se soucie aucunement de l'intérêt général ?

Et puis, il y a le danger de guerre mondiale, une guerre qui serait encore plus terrible, plus effroyable que les précédentes. Nous avons eu la Corée, le Vietnam, le Biafra, le Bangladesh, Chypre ; nous avons le Liban. Nous n'avons pas encore eu, dans toute sa plénitude, la troisième guerre mondiale, parce que les grandes puissances ont peur de ses conséquences. Mais jusqu'à quand seront-elles assez maîtresses de la situation pour l'empêcher d'éclater ?

« Le capitalisme porte en lui la guerre comme la

nuée porte l'orage. » Cette phrase n'est pas de Marx, ni de Lénine, ni de Trotsky. Elle est de Jaurès. Le développement des forces productrices mène les grandes puissances à poursuivre une expansion économique qui les oblige à se heurter l'une à l'autre. La division du monde en deux blocs prépare un cataclysme pire que tous ceux que nous avons connus. Ceci est expliqué clairement dans une brochure de la collection « Que sais-je ? » sur « le Socialisme », par Georges Bourgin et Pierre Rimbart, ce dernier collaborateur de la R.P. On y trouve ces paroles : « Ou le socialisme, ou la destruction de l'humanité par des guerres sans fin. »

Aussi, se contenter de la lutte syndicale, attendre d'elle seule la transformation profonde de la société, c'est se leurrer. La guerre viendra, qui anéantira bien vite toutes nos conquêtes. Qu'est-il resté de nos libertés syndicales en 1940, qu'en resterait-il actuellement si l'Allemagne hitlérienne avait gagné la guerre ?

« Qu'en reste-t-il en URSS ? », me répliquera-t-on. Je sais bien qu'il n'en reste rien. Mais la révolution que nous devons préparer ne doit pas se faire à l'image de l'URSS ou de ses satellites. Il s'agit précisément de retourner aux sources, de préparer la révolution que notre époque historique impose, celle qui sera faite par et pour le prolétariat.

Ainsi, tout bien considéré, les deux conceptions de la révolution ne devraient pas s'opposer mais se compléter. Les luttes revendicatives devraient pousser les prolétaires à rechercher toujours davantage les voies qui conduisent à une nouvelle organisation de la société, et ils ne devraient jamais perdre de vue le but final, l'instauration de la société socialiste.

Ces deux aspects de la lutte se complétant, les organisations syndicales et politiques doivent-elles rester séparées, se méfier les unes des autres ? En France existe une tradition tenace d'indépendance du syndicalisme. Elle va si loin que dans la section du PSU dont j'ai été membre, on s'interdisait de discuter de questions revendicatives, afin de ne pas se mêler du domaine syndical. Il n'en est pas de même dans les autres pays d'Europe occidentale, et l'on connaît la liaison intime qui a existé, au cours de l'histoire, entre le Labour Party britannique et les Trade Unions, entre le Parti ouvrier belge et la centrale syndicale du pays. La situation en France est très différente. Mais ne peut-on trouver un juste milieu, qui permettrait une certaine concertation entre le syndicalisme et la politique socialiste, à condition qu'il n'y ait pas de subordination de celui-là à celle-ci, et qu'un grand parti véritablement socialiste existe ici.

Ceci dit, la révolution, même faite dans les meilleures conditions possibles, ne sera peut-être pas en tous points conforme à ce que nous en attendons. Elle aura peut-être des aspects qui nous troubleront, qui nous décevront. Il faudra alors se souvenir de ce que dit Georges Sorel dans ses « Réflexions sur la violence », à propos du mythe révolutionnaire. Dans toute idéologie qui veut changer le monde, il y a une part de mythe. La réalité n'est jamais absolument celle que l'on espérait. Mais la révolution est nécessaire, c'est elle qui apporte le progrès, et le mythe a été utile, car sans lui les révolutionnaires n'auraient pas eu assez de conviction pour mener leur action jusqu'au bout.

Certes, les échecs de la révolution sont extrêmement décevants. Il y a eu 1936, 1944, 1968, tant d'occasions manquées ! Et dans d'autres pays, les échecs tragiques ne manquent pas : le Chili, à un moindre degré le Portugal. Mais il n'y a pas d'autre moyen, d'autre planche de salut. Voyez-vous une autre solution ? Indiquez-la. Mais ce n'en est pas une que se cambrer à la vieille société en vantant les quelques avantages qu'elle nous apporte encore, et qu'elle n'apportera bientôt plus.

Jacques GALLIENNE.

C'EST BEAU, LA FRANCE !

La relance, la solidarité, la politique, les élections, on nous en emplit les oreilles. La majorité veut nous faire croire à un plan miracle et l'opposition à l'urgence d'un changement de régime. Tous parlent de crise et proposent une solution rapide.

La majorité, pour remède, a fait un beau coup d'éclat, ou considéré comme tel : dans une première phase, l'arrivée du Sauveur ; dans une seconde, le plan du Messie. Les clairons ont sonné et Barre est arrivé ! Tiens ! Et moi qui croyais que nous avions comme Président un as, un imbattable de la finance. C'est drôle comme les gens changent en peu de temps. Peut-être la vieille qui fait des siennes ! Bref ! Toujours est-il que ce n'est plus Giscard à la barre, c'est la Barre de Giscard.

La gauche unie de son côté, sûre d'elle-même, est, comme il se doit quand on est dans l'opposition, contre ces mesures impopulaires. Sa solution ! Vous avez deviné ! Ne riez pas, ce sont des gens tout ce qu'il y a de sérieux et d'intelligents ! Sa solution donc, c'est le Programme Commun ! La Gauche au pouvoir est le seul vrai remède. Quelques nationalisations, quelques petites réformes sociales, la production à outrance, une armée démocratique, une justice plus juste évidemment. En un mot, un changement radical dans la continuité. Bref tout ira bien avec l'Union de la Gauche dans le meilleur des mondes, sans inflation comme il se doit.

Oui ! Bon, moi je veux bien, mais voyez-vous entre la Droite et la Gauche je ne saisis pas tellement la différence. Tout ce que je vois c'est qu'on se fout du monde. On veut d'un côté nous faire croire que l'inflation est due aux gens qui travaillent. Ceux-ci voyez-vous, vivent au-dessus de leurs moyens et ont des salaires trop élevés. Alors ! travailleurs, ne travaillez plus et l'inflation disparaîtra. Non ! C'est trop fort ! Non seulement on exploite les gens, mais de surcroît on les accuse de vivre trop bien. Et bien, ne vous en déplaise, beaux messieurs, le produit du travail doit être pour les travailleurs.

Tiens ! l'autre jour je faisais le marché. Je voulais acheter un poulet ; eh bien savez-vous ce que j'ai vu ? Non ! Je vous le donne en mille. Un pauvre vieux qui avait certainement travaillé toute sa vie achetait des cous et des bouts d'ailes de poulet à 4 francs le kilo. C'est beau la France ! Et dire que la vignette était pour les vieux !

Seulement la France ce n'est pas le vieux qui n'a pas le sou. Ou l'ouvrier qui trime et qu'on abrute par la publicité, le tiercé, la télé, la bagnole, bien d'autres choses encore. La France, c'est autre chose, la France c'est Concorde, c'est les centrales nucléaires, les tours, les grands trous dans Paris, exemple les Halles, la force de frappe, une armée puissante qui va bientôt coûter 20 % du budget, en un mot la France c'est une grande nation industrielle. Ce qu'il faut c'est la production à outrance et à n'importe quel prix. Ce qui compte c'est le bénéficiaire. L'homme, on s'en fout.

Mais parlons un peu des autres, de notre bonne vieille Gauche française. Qu'elle est belle mon dieu ! Je n'y vois aucune différence avec Giscard. A part quelques petites « réformatrices » et le tour est joué. Mais on est, avant tout, pour le système établi ou, pis encore, pour le monopole de l'Etat. Pour une grande société industrielle, une production maximum, etc., etc. Non vraiment rien ne va plus. Que voulez-vous faire avec ces gens-là ! Rien ! car on ne peut rien faire avec ces politiciens à la guimauve. Pensez, Un P.S. de Droite et un P.C. panslaviste, patriote, ultra-nationaliste, militariste, catholique. Quoi ! Tout est bon pour les élections ! Bientôt on verra Debré au P.C. C'est beau, la France.

Les vrais problèmes, on ne veut pas les voir. Il ne faut mécontenter personne, il faut au contraire ménager la chèvre et le chou. Et puis après tout, l'armée, les centrales nucléaires, les cadences, le rendement, tout sera meilleur, tout sera démocratique et de Gauche !

Michel DESCARSIN.

TRAVERSÉE DES ILES BRITANNIQUES

La sécheresse, cet été, n'a pas sévi seulement sur nos contrées européennes continentales réputées fertiles ; cela a été un véritable fléau, une vraie calamité extra-agricole ; elle a, en Grande-Bretagne, revêtu un caractère exceptionnel. J'ai lu, de mes yeux lu, dans « The Times » de Londres que cela faisait exactement sept siècles qu'une chose pareille n'était point arrivée de mémoire d'homme du 20^e siècle. Les incidences économiques seront aussi catastrophiques que pour nous mais la vie est deux fois moins chère en Grande-Bretagne qu'en France, même si les salaires sont une fois et demi moindres. Et pendant ce temps-là avec mon épouse prénommée comme Madame Charlie Chaplin, nous voguons, avec nos mômes plus que ravis, sous un soleil radieux, en bateau « très démocratique » entre Le Havre (Normandie) et Rosslare (21 h), un petit port du comté de Wexford, puis entre Cork — la ville de l'admirable lord-maire Ference Mc Sweeney — et Swansea, au Pays de Galles, enfin pour boucler la boucle : Southampton-Le Havre.

Mc Sweeney, ce martyr de la cause irlandaise qui avait fait la grève de la faim entre les 25 août et 13 octobre 1920 dans l'horrible prison londonienne de Brixton (73 jours).

Aujourd'hui, nous allons visiter le mémorial et sa maison comme un musée avec en sus l'émotion à posteriori : Ce ne sont pas les Invalides ni l'Arc de Triomphe.

« L'île d'émeraude » mérite-t-elle plus de considération que des pays magnifiques comme Norvège, Suède, Finlande ou Danemark ?

Personnellement, je considère « la verte Erin » comme

une terre baignée et bénie par les dieux de la mer, pas de la terre car prairies et landes sauvages y abondent. Pourquoi donc les descendants des Vikings, des Celtes, des Angles et des Saxons ont-ils tous ou à peu près tous « la fièvre émigrante » ?

J'en connais une que j'ai retenue de justesse.

Mes beaux-parents, des Irlandais du « comté Banner, Standard, étendard » de Clare, en 1927, voulaient fuir leur pays ravagé par trois années de guerre civile fratricide aux U.S.A.

Pourquoi ? Tout simplement parce que le soleil luit pour tout le monde, mais qu'aux Etats-Unis c'est l'Eldorado, la Californie ou la Floride qui attirent les foules de pauvres gens comme de riches touristes.

A trois reprises, nous avons fait le tour d'Irlande, deux fois celui de la « lovely country » qu'est la magnifique contrée écossaise, de multiples fois l'Angleterre proprement dite et deux fois la vieille terre celtique : le Wales ou Pays de Galles.

Aucune fois, nous n'avons été déçus parce que dans tous ces villages séculaires, ces cités médiévales ou modernes, le fair play, la vraie liberté individuelle y règnent en maîtres ou maîtresses.

Internationalistes, nous sommes, internationalistes nous crèverons et la guerre des deux Irlandes nous paraît plus stupide et aussi meurtrière que les guerres de tout temps. Contre la guerre sous toutes ses formes et contre toutes les guerres fussent-elles baptisées « justes » à la manière de saint Thomas d'Aquin.

Permettez-moi avant de conclure d'écrire que nous avons vibré avec le magnifique « mouvement des femmes pour la paix » de Belfast, Derry, etc. **Albert SADIK.**

LETTRE D'AMÉRIQUE

L'Université de l'Etat de New York qui m'emploie est une gigantesque bureaucratie. Son développement est très récent puisqu'il date du début des années soixante. C'est vers cette époque que la nombreuse bourgeoisie de la ville de New York qui envoyait traditionnellement ses enfants dans les collèges et universités de la Nouvelle-Angleterre, bien dotés et délicieusement isolés au cœur de parcs profonds, comme nos châteaux de province, s'aperçut des inconvénients de ce système. Collèges et Universités privés perpétuaient dans leur splendide isolement une conception désuète et anachronique de l'éducation tout en coûtant de plus en plus cher aux parents qui devaient payer intégralement les frais d'études de leurs enfants. C'est alors que la bourgeoisie new-yorkaise eut une illumination, pourquoi ne pas faire supporter à la masse des contribuables les dépenses qu'entraînait l'éducation de ses enfants en créant des collèges et universités publiques, en apparence ouverts à tous et à toutes, mais réservés par priorité en fait, grâce à un habile système de contrôle des admissions aux études, aux rejetons des classes aisées.

C'est ainsi que s'est constituée l'université de l'Etat de New York qui accueille 365.000 étudiants dans les 72 établissements qui s'y rattachent et où enseignent 14.000 professeurs. Le centre universitaire de Buffalo, auquel je suis attaché, reçoit environ 24.000 étudiants et emploie 1.400 professeurs. 16.000 étudiants y préparent un diplôme du niveau (très approximativement) de la licence. 12.000 d'entre eux sont des jeunes gens qui étudient à plein temps. 4.000, souvent plus âgés, suivent des cours du soir qui leur permettront, après huit à dix ans d'études, d'obtenir un diplôme. Il y a en plus environ 8.000 candidats à des maîtrises et des doctorats, y compris 350 futurs dentistes, 500 futurs médecins et 600 futurs avocats.

Dans cet énorme conglomérat il existe des points de ralliement, des unités d'enseignement et de recherche où professeurs et étudiants se rencontrent et affirment sinon leur identité du moins leur spécialité, leur domaine d'étude. Ces unités sont de taille relativement modeste, groupant d'une dizaine à une centaine de professeurs. Elles jouissent d'une certaine autonomie dans leur administration intérieure.

Pour l'essentiel cependant elles restent sous le contrôle de l'administration centrale qui les tient bien en main. Celle-ci en effet nomme seule les administrateurs y compris les chefs de section et surtout alloue les fonds nécessaires au bon fonctionnement des U.E.R. selon ses critères propres.

Il en résulte que les gens qui exercent des fonctions de direction aux divers échelons de la hiérarchie universitaire sont dans l'ensemble choisis à cause de leur appartenance à la classe sociale dominante, à un certain groupe socio-culturel, beaucoup plus qu'en raison de leurs aptitudes administratives, de leurs performances intellectuelles ou de leur talent pédagogique.

Il y a quelques années une revue professionnelle qui fait autorité aux Etats-Unis (*PMLA*) détaillait les critères effectifs auxquels il faut satisfaire pour espérer être nommé chef d'une section de langue et littérature dans une grande université. Il faut tout d'abord avoir obtenu sa licence à 22 ans au plus tard et son doctorat à 30 ans, s'être marié à 28 ans et avoir deux enfants. Il faut également, et cela sans aucune exception statistiquement discernable, avoir fait toutes ses études en Amérique et avoir été reçu docteur par l'une des dix plus grandes universités du pays, de préférence par Harvard, Yale, Chicago, Cornell ou Johns Hopkins. Près de la moitié des chefs de section exercent leurs fonctions au sein de l'Université même où ils ont fait leurs études. Parmi les littéraires les spécialités qui semblent nourrir le plus de futurs administrateurs sont la litté-

ature du siècle des lumières (pour le tiers de ceux qui sont en fonctions) et celle de la Renaissance, loin derrière viennent les spécialités de littérature moderne ou médiévale. Il n'est point besoin d'en dire plus pour établir que ceux qui exercent le pouvoir au sein de l'Université ont été soigneusement triés et ne risquent guère d'introduire la contestation ou de remettre en question les valeurs de hiérarchie, de discipline, de conformisme que le bon fonctionnement du système capitaliste exige de ses cadres présents et futurs. Les fonctions administratives, bien qu'elles soient mieux rémunérées et plus prestigieuses — au moins à l'intérieur de l'établissement — que celles de chercheurs et d'enseignants, attirent rarement les esprits les plus originaux, les plus curieux et les plus créateurs. Etre chef de section est une sorte de sinécure politico-administrative qui exempte souvent celui qui a su l'obtenir de l'obligation d'enseigner et de faire des recherches menant à des publications scientifiques. C'est le refuge par excellence des fruits secs qui doivent savoir mener d'habiles campagnes d'auto-propagande pour se faire distinguer et désigner par l'administration centrale. Une grande maison dans un faubourg résidentiel, une femme élégante qui sait recevoir, des soirées où l'on invite des dizaines de notabilités universitaires, sont des atouts qu'il faut savoir utiliser avec discernement pour gagner la partie.

La stratégie utilisée par ceux qui ambitionnent de s'assurer une parcelle du pouvoir dans l'Université se ramène en fait à l'observation de quelques principes simples qu'enseignait déjà Machiavel. Il faut d'abord s'assurer la bienveillance voire l'estime de ses supérieurs hiérarchiques, s'identifier à eux autant que possible par les manières, le comportement, les opinions. Ensuite il faut rabaisser et remettre à leur place ceux qui dépendent tant soit peu de vous, afin d'éviter qu'ils puissent devenir des concurrents. Enfin il faut discréditer par tous les moyens ses collaborateurs immédiats afin d'éviter qu'ils ne puissent être connus et appréciés par les instances dirigeantes, et devenir à leur tour des concurrents.

Pour qui a longtemps vécu dans la classe ouvrière, c'est un choc et une humiliation presque intolérable que de devoir travailler dans un milieu exclusivement bourgeois. Entre travailleurs on connaît habituellement l'ennemi commun et au moins on se sent solidaires dans la lutte contre l'employeur et ses hommes de main.

En Amérique, une concurrence féroce prévaut entre les individus et dans l'enseignement les « chers collègues » sont prêts à tout pour un bout de galon qui leur assurerait un douteux prestige ou quelques centaines de dollars d'augmentation qui ne changeraient même pas radicalement leur style de vie ou leur niveau de consommation.

Il n'y a aucune solidarité ni professionnelle ni humaine dans ce milieu où l'égoïsme sacré est porté à hauteur d'une religion.

En vingt-cinq ans de vie de travail aux Etats-Unis j'ai connu, comme tout le monde, des coups durs et des épreuves, des moments de découragement où la solitude semble absolument insupportable. Dans ces heures difficiles jamais je n'ai entendu un mot de sympathie humaine ni vu une main se tendre vers moi.

On multipliait plutôt alors les tâches qu'on m'imposait et l'on profitait de mon abattement temporaire pour m'accabler. Mon seul ami, dans ces moments difficiles, a toujours été le chèque qui me parvenait à la fin du mois et me permettait de survivre jusqu'aux prochaines vacances où je pouvais soit me réfugier au sein de l'univers amical des livres, soit rentrer au pays pour y rencontrer enfin quelqu'un à qui parler en toute confiance.

Pierre AUBERY.

DE LA THÉORIE DE L'AUTOGESTION A LA PRATIQUE DE LA COOPÉRATIVE

« J'ai cette conviction que le temps des grands discours théoriques est passé. Dans les neuf dernières années on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle. Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes. »

Voilà ce qu'il y a un siècle, en octobre 1873, écrivait Bakounine, le plus génial des fondateurs de l'Internationale, celui à qui Marx avait voué une haine implacable parce que sa pensée constructive et sa philosophie humaniste constituaient un obstacle à la voie parlementariste où s'est embourbé le mouvement prolétarien international, notamment depuis la domestication de la révolution russe ainsi qu'une large fraction des partis ouvriers et des syndicats de divers pays, par la bureaucratie stalinienne.

Je me trouvais dans le même état d'esprit que Bakounine lorsqu'à la fin de l'année 1955 je publiais dans la « Révolution Proletarienne » de novembre et décembre les deux derniers articles que je devais donner à cette revue syndicaliste pour relater la grève du bâtiment de la Loire qui fut poursuivie jusqu'à complète satisfaction des revendications initiales, pendant dix semaines, par les menuisiers de l'agglomération stéphanoise.

La présence constante que je dus assurer auprès des grévistes pour les aider à s'organiser et les soutenir : levé dès 6 heures du matin pour organiser les piquets de grève et les équipes de chasseurs de tâcherons, le soir veillée jusqu'à 22 heures pour donner le dernier communiqué à la presse, dans l'intervalle vigilance constante pour veiller à ce que les staliniens ne fassent pas dévier et surtout avorter le mouvement, la tension des dernières semaines où les familles des grévistes se trouvaient dans la « mouise », ce qui rejaillissait sur le moral des grévistes eux-mêmes qu'il fallait remonter. Tous ces efforts tendus devaient achever de délabrer un système nerveux maintenu sous pression au cours des huit années de responsabilités de secrétaire de l'Union départementale C.G.T.-F.O. que j'avais assumées depuis la scission.

Au terme d'une nouvelle année au cours de laquelle je tentais de tenir le coup tout en recherchant un successeur, je devais déclarer forfait ne réussissant plus à raccrocher mes idées entre deux périodes de violents maux de tête, commençant à perdre mon système pileux qui dès relâche de la tension nerveuse, devait, en moins d'un mois, tomber complètement, y compris les ongles.

Après dix ans de responsabilités syndicales

Je devais donc me rendre aux injonctions du corps médical, dételer pendant neuf mois et à l'issue de ce repos admettre que je ne pouvais plus persister dans mes précédentes responsabilités, la surtension qui en découlait m'étant dorénavant insupportable.

Il ne me restait plus qu'à trouver du travail, tout naturellement je tentais quelques essais dans l'industrie que j'avais laissée dix ans auparavant pour consacrer tout mon temps au Mouvement syndical. Dans la Loire, bien vite je compris qu'il n'y avait pas de place pour un agitateur fiché de mon espèce, sauf un emploi de chef de personnel qu'une grosse entreprise aurait été fort aise que j'accepte à condition de « sauter la barrière ».

Un ancien syndicaliste de la Loire, ingénieur dans une filiale de Neyrpic, à Grenoble, me proposait alors au directeur général pour l'atelier des maquettes. Reçu

par ce directeur ancienne tête de file des « Jeunes patrons », je recueillis des promesses qui, hélas ! ne se confirmèrent jamais. Ma fiche m'avait-elle suivi à Grenoble et ce directeur qui avait quelques difficultés avec les syndicats du coin (ce qui devait précipiter son remplacement par un plus dur peu après) avait-il estimé avoir assez de contestataires à affronter ?..

Difficulté à trouver du travail

C'est sur ces entrefaites que j'apprenais que le délégué régional Baticoop recherchait pour la région stéphanoise un correspondant pour susciter la constitution de sociétés coopératives de construction puis se mettre à leur disposition pour mettre au point et coordonner la réalisation de leurs programmes.

Cette proposition me satisfaisait pleinement en raison de mon origine d'ouvrier maçon-cimentier qui m'avait toujours porté à m'intéresser aux problèmes de l'habitat, m'avait fait désigner rapporteur de la commission du logement au sein du conseil d'administration de la Caisse d'allocations familiales de Saint-Etienne, ce qui m'avait conduit à participer à la constitution de sociétés d'HLM, désigner administrateur de deux Offices publics d'HLM, participer à la création d'une Société d'économie mixte de construction de la ville de Saint-Etienne et à l'origine appuyer les manifestations des « squatters », puis la constitution de groupes Castors.

En outre, me lancer dans la coopération m'apparaisait comme un prolongement naturel de mon expérience syndicaliste, ayant été un chaud partisan du « syndicalisme gestionnaire », je pensais tout normalement qu'il me serait possible de trouver dans le « mouvement coopératif » le champ d'application des idées « gestionnaires » que j'avais mûries et préconisées au cours de mon activité syndicale.

Constitution de coopératives de construction

Embauché en novembre 1957 par la délégation Baticoop, en janvier 1958, avec l'aide de quelques amis syndicalistes, je constituais la première coopérative de construction stéphanoise, une promesse de vente d'un terrain était négociée, les études du programme étaient lancées et le permis de construire 110 logements était obtenu en juin. Moins d'un an après, avec l'aide à temps partiel de ma femme, les 110 membres de cette coopérative étaient recrutés, le chantier était ouvert et les travaux conduits rapidement à leur terme. Les prix que nous annoncions étant inférieurs de plus de 50 % à ceux pratiqués sur la place par les agents immobiliers (il n'y avait pas encore de vrais promoteurs dans la Loire) nous valaient un succès sans précédent, une queue de plusieurs dizaines de mètres se constituait sur le trottoir à la porte du petit bureau qu'on nous prêtait deux fois trois heures par semaine pour tenir nos permanences, nous enregistrions une demande qui dépassait de loin l'offre que nous pouvions proposer, ce qui nous engageait à étudier rapidement de nouveaux programmes.

Et dire que j'avais dû abandonner ma fonction de permanent syndical pour fuir le surmenage !... Il est vrai que celui-ci, au moins dans les débuts, était moins harassant ; de toute façon les soucis étaient d'une autre nature, moins angoissants, mais encore fallait-il s'adapter à un nouveau métier, sans équipement et avec une aide extérieure très... très légère.

(A suivre.)

Tony PEYRE,
militant syndicaliste et coopérateur,
président de COGECOOP.

LA BATAILLE DE L'IMPOT

Toute société repose sur un ensemble de conventions auxquelles souscrivent les individus qui la composent (peut-être pas tous, mais la plupart). Ainsi un pouvoir politique n'existe, ne subsiste, que dans la mesure où le grand nombre y croit, le craint, s'y soumet (notons qu'il s'y soumet d'autant plus facilement que le pli est pris dès l'enfance : « le chef est l'image du père », remarquait Rousseau). Les tenants de ce pouvoir en ont bien conscience, qui s'efforcent de persuader leur troupeau que le droit est de leur côté (ils sont suivant les phases historiques : monarques de « droit divin », « incarnation de la légalité », « voix du peuple », « avant-garde du prolétariat », etc.).

Parfois, en un instant privilégié, l'hallucination collective cesse : les hommes découvrent avec stupeur qu'ils peuvent se passer de « guides » et prendre leur destin en main. Il faut pour cela des circonstances exceptionnelles : un roi velléitaire et maladroit, une guerre désastreuse, un conflit social brutal... Après une flambée de liberté, chacun retrouve vite son ornière. Comme le note Marcuse : « Dans chaque révolution il semble y avoir eu un moment historique où la lutte contre la domination aurait pu être victorieuse, mais ce moment a passé. Un élément d'autodéfaite semble être impliqué dans cette dynamique ». Les révoltés puisant un sentiment de culpabilité dans leur « identification » à ceux contre lesquels ils se révoltent (comme l'enfant dans son identification au père autoritaire).

Dans ces conditions devons-nous encore attendre (ou susciter) l'occasion propice en espérant la mieux saisir que les précédentes ? Cela ne peut suffire : nous constatons qu'une situation révolutionnaire est impuissante à métamorphoser autrement qu'un instant les mentalités (nous ne parlons pas ici des résonances historiques dans la période qui suit), or une société ne change qu'avec les mentalités : « Rien ne sert de couper les têtes, il faut changer ce qu'il y a dedans » disait Mao, au nom de qui on en coupa pourtant quelques-unes.

Une évolution durable ne peut être que progressive, relativement lente : il faut persuader les gens qu'ils peuvent désobéir, leur apprendre à le faire. Cette désobéissance se distingue d'une simple révolte car elle nie l'autorité à laquelle des liens affectifs continuent de relier le révolté (obéissance et révolte sont deux aspects d'une même réalité psychologique, comme puritanisme et pornographie par exemple). D'ailleurs une révolte violente a très souvent pour effet de renforcer et même d'accréditer ce contre quoi elle se dresse, d'où le jeu éternel de la provocation policière (on pourrait rappeler l'expérience malheureuse du terrorisme anarchiste, dont la propagande a fait une image de marque pour les mouvements libertaires). Ce n'est qu'en refusant calmement, massivement, de cautionner ce qu'il désapprouve qu'un peuple de sujets se métamorphosera en un peuple d'adultes.

Nous ne négligeons pas les forces de coercition dont peuvent disposer les pouvoirs en place, mais nous ne les surestimons pas non plus : si ces forces s'exercent assez facilement sur les individus isolés, il n'en est plus de même dès qu'il s'agit d'un mouvement de masse, les armes légales sont inadaptées, les autres ne sont qu'un dernier recours, car elles détruisent l'illusion soigneusement entretenue du droit. Bien sûr, même si les actions individuelles appellent la répression sur leurs auteurs, il n'en reste pas moins qu'elles ont vertu d'exemple (citons le cas des insoumis d'hier et d'aujourd'hui : 18 000 depuis 1973 d'après la Sécurité militaire).

La désobéissance se manifeste très simplement en ignorant les contraintes de l'Etat, en refusant de céder

au chantage de la force. Là encore, il faudrait éviter toute mise en scène qui valorise ce que nous souhaitons renvoyer au néant (ainsi, il nous paraît sympathique mais maladroit d'organiser un autodafé de livrets militaires : c'est encore leur attribuer trop d'importance. Sans doute un tel spectacle peut susciter des adhésions momentanées, mais les enthousiasmes s'éteignent avec les flammes du bûcher). Enfin le refus n'est pas une fin en soi, il doit se doubler d'une tentative de construction d'une autre société.

Toutes ces considérations restent théoriques, trop théoriques pour mobiliser une fraction suffisamment importante d'une population ; en pratique la désobéissance pourrait être axée sur un point précis : le refus de l'impôt (une chose que chacun ressent indubitablement comme une contrainte). Une telle action aurait l'intérêt de concerner presque tous les citoyens, en particulier la masse paysanne (ce n'est pas le cas, par exemple, d'une grève générale). En outre le contrôle monétaire est l'une des armes essentielles de l'Etat : il distribue la manne à qui bon lui semble, et comme bon lui semble (encore une fois le parallèle avec le père distribuant l'argent de poche s'impose). Donc un refus de l'impôt est une action double, ambiguë : elle s'inscrit dans le cadre de la société actuelle en privant le gouvernement de subsides, et elle dépasse ce cadre en préparant la relève de l'Etat. En effet, cet argent non versé, ou ce qu'il représente, alimenterait le budget des collectivités locales, chaque citoyen retrouvant sa pleine responsabilité dans l'élaboration de ce budget, ainsi que toutes ses possibilités de contrôle. A plus longue échéance une cohorte de fonctionnaires libérés pourrait trouver un rôle plus utile au mieux-être général.

Le fait de ramener à la base le contrôle financier ne signifie nullement qu'aucune cotisation n'irait à des organismes centraux : outre que certaines entreprises ne sont manifestement pas à l'échelle des collectivités locales (recherche scientifique, grands travaux publics, etc.), il importe de prévoir des instances de coordination et de solidarité pour compenser les inégalités inhérentes à la géographie ou au stade de développement économique. L'essentiel est que le pouvoir de décision reste à la base : en particulier, aucune pression ne saurait être tolérée, même pour imposer la participation à une œuvre d'intérêt général évident, la persuasion et la solidarité naturelle devant suffire.

Avant d'en arriver là, il faudrait gagner la bataille de l'impôt. L'Etat, bien qu'empêtré dans un certain légalisme, ne manquerait pas de possibilités de riposte. Certes dans le cas d'un mouvement de grande ampleur il n'est pas question d'expédier des huissiers chez quelques millions de personnes, par contre rien de plus facile que d'opérer des retenues sur salaires et traitements, ou même des retraits d'office sur les comptes en banque imprudemment provisionnés. Néanmoins, ces procédures ne seraient pas immédiates et se heurteraient à une inertie administrative renforcée pour la circonstance ; de plus elles toucheraient plus difficilement les paysans. Une situation assez confuse pour étendre la désobéissance à d'autres domaines, pour qu'elle devienne contagieuse... A chacun alors de saisir la possibilité d'assumer son devenir, d'œuvrer à la rénovation sociale.

Même l'échec d'une telle tentative serait riche de conséquences : elle deviendrait une référence, une preuve qu'un pouvoir peut être ébranlé sans rechercher des affrontements violents. Nous pensons que la violence n'est qu'un recours pour pallier une faiblesse numérique ou doctrinale. Un recours dont l'histoire nous incite à nous méfier.

GROUPE ILLIBERIS.

LE RETOUR DES GRANDS FÉODAUX AUX P.T.T. (fin)

Au niveau intermédiaire, les ex-lycéens, devenus employés ou mini-cadres, rêveront de fonctions culturellement plus « valorisantes », voudront passer pour des cadres, et feront des sacrifices sur la famille, ou le mode de vie, pour « présenter bien ». Mieux en tout cas que les « manuels » qu'ils ont appris à considérer comme des « primaires » corvéables à merci.

Au niveau supérieur, l'esprit démocratique s'estompe avec la disparition des plus âgés. Les jeunes administrateurs sont plus libéraux pour leurs enfants, plus ouverts aux nouveautés techniques, même si les vieilles méthodes sont plus rentables, moins misogynes. Ils sont aussi plus indifférents aux petits personnels qui comptent moins pour eux qu'une machine coûteuse ou un profit rapide. Plus indifférents aussi au destin du service public qu'ils remplaceraient aisément par une entreprise privée servant le meilleur au plus riche, et qui en ferait des directeurs fortunés.

S'il y a une réforme en profondeur à la poste, elle devra passer obligatoirement par un combat idéologique et culturel afin de promouvoir le travail manuel et ceux qui l'exercent.

LES CONCOURS

Les attitudes conservatrices et élitistes sont facilitées par les méthodes de recrutement liées au système et à l'idéologie capitaliste.

Ainsi pour l'emploi d'inspecteur des PTT, où l'on réclame la licence, il y avait 1.352 candidats et 74 admis en 1972, 2.046 candidats et 154 reçus en 1973. Années moyennes.

A l'autre bout de la hiérarchie, il y avait 2.573 candidates sténo-dactylos et 235 admises en 1972, 4.758 et 641 reçues en 1973.

A tous les autres concours, environ le tiers des candidats seulement est admissible, ce qui ne veut pas dire obligatoirement pourvu rapidement d'un emploi. Les appels dépendant des budgets, il arrive que des postulants reçus puissent être embauchés — par faveur — comme auxiliaires en attendant d'être envoyés comme stagiaires à Paris.

C'est ainsi qu'au départ l'administration a rodé avec le temps une méthode qui élimine des éléments valables, mais doués de trop de personnalité ou n'ayant pas un niveau culturel suffisant. De toutes manières ce qui y est demandé est sans rapport avec la profession qui reste à apprendre.

La moralité des individus, leur franchise comptent finalement moins que leurs bagages théoriques. Si bien qu'avec un peu de dissimulation et un avis conformiste on peut devenir postier si l'on est instruit. La moralité générale s'en ressent, et il n'est plus rare de voir des indiscretions, des détournements, voire des vols commis par des employés indécents.

Pour ce qui est des concours internes, la majorité des candidats, des grades subalternes n'entreprennent plus rien au-delà de 25 ans. Compte tenu de la situation parisienne, bien des employés de province ne souhaitent pas de promotion qui les contraindrait à revenir dans la capitale. Près de 60 % des postiers provinciaux exercent dans leur région d'origine. Si les résultats des concours internes sont un peu meilleurs que le recrutement externe, la situation pourrait être améliorée. De toutes manières la promotion étant conçue comme un changement d'emploi bien plus que comme une amélioration sur place, les meilleurs éléments profitent de la proximité de leurs souvenirs scolaires, et se désintéressent totalement de leur ancienne fonction quand ils en changent.

Le cloisonnement étanche des emplois, et des syndicats corporatifs, a pour résultat « d'écrémer » le milieu syndical de ceux qui pourraient le faire évoluer.

Si bien que les structures de la formation professionnelle, du recrutement et de la promotion renforcent le

conservatisme ambiant et assurent une prééminence de la bureaucratie sur l'esprit d'initiative et le militantisme bénévole qui offre de plus grandes garanties d'indépendance.

L'une des réformes de base à entreprendre devrait être de promouvoir la capacité professionnelle, la conscience et la moralité, l'esprit d'initiative, des postiers des emplois d'exécutions.

LA FEMINISATION

Les femmes sont nombreuses dans les PTT, mais sont surtout concentrées dans certains emplois : les emplois de bureaux, ou dans les grandes concentrations des chèques postaux ou le téléphone. L'automatisation des centraux supprime certains, mais l'accès aux emplois de techniciens des télécommunications a été facilité, il ne s'agit pas des mêmes générations. Les plus jeunes sont plus instruites, en théorie, que les plus âgées.

60 % des emplois de contrôleur, 6 % des emplois d'agent d'exploitation, mais seulement 20 % des inspecteurs, 20 % des titulaires de petites recettes postales, 5,4 % des cadres supérieurs et 3 % des administrateurs, sont tenus par des femmes.

Un édit de 1787, signé Louis XVI, confirmé par un décret de la Convention de 1792, interdisant l'accès aux femmes aux emplois de responsabilités dans les postes, la misogynie bien connue de Napoléon, la tradition petite bourgeoise du XIX^e siècle, expliquent en partie cette situation.

Mais il y a aussi le fait que l'égalité des sexes en France n'est qu'un argument de propagande. On considère que la femme est un travailleur de seconde zone, devant avoir un salaire d'appoint, et dont la fonction première est d'être nourrie par un prolétaire qui pourra dévouer sur elles les frustrations de son travail.

Au lieu d'être un épanouissement, la maternité dans cette optique est prise comme une servitude de plus.

Cela explique que les femmes employées supérieures, ou cadres des PTT épousent de préférence un salarié de même niveau, ou qui économiquement — par biens de famille — assure une promotion, qu'elles aient moins d'enfants, et plus d'activité à l'extérieur, que les épouses des proposés ou des inspecteurs soient à plus de 70 % des femmes aux foyers. A la base, une famille nombreuse, au sommet le « standing » à tenir.

Cette situation a ses effets sur les mentalités et les attitudes face au travail. Certaines grèves des centres postaux ont ici des ressorts inavoués et puissants.

Il est indéniable que les syndicats des PTT auraient intérêt à faire leur autocritique, et à se réorganiser sur des structures plus « horizontales », plus « démocratiques ».

Il est certain aussi que la centralisation parisienne, copiée sur celle de l'administration, comme la très grande dispersion des effectifs de province (ce qui n'empêche pas deux ou trois bureaux de totaliser plus de 40 % du trafic postal d'un département) sont de grands obstacles.

Mais il faut reconnaître que sans les syndicats la situation du personnel serait bien pire. Ainsi, au XIX^e siècle les « auxiliaires », parmi lesquels on recrutait les postulants aux concours de titularisation, devaient travailler six mois, parfois un an, dix heures par jour, et ce à titre gratuit.

Actuellement, si certains « auxiliaires » sont mis à toutes les sauces, les salaires sont alignés sur ceux des titulaires débutants, et certains d'entre eux, dans divers départements, trouvent plus d'avantages à leur situation qu'à celle de fonctionnaire qui les contraindrait à venir pour plusieurs années à Paris.

De même, grâce à l'impulsion syndicale, et surtout depuis 1968, les débutants bénéficient d'une prime spé-

ciale de 2 500 F, d'indemnités diverses temporaires, et de possibilités de logement bon marché (3,30 F par jour) en FOYER, les six premiers mois, puis en A.L.J.T.

Les stagiaires venant d'outre-mer, disposent aussi d'une prime d'éloignement particulière se montant à un million et demi d'anciens francs. Les cantines distribuent 23 000 000 de repas l'an à 5 F, et les colonies de vacances sont bonnes et bon marché!

De même, les préposés reçoivent un uniforme par an, et tout le monde touche une prime d'exploitation approchant un mois de salaire net! Et les 400 ouvriers de l'imprimerie du timbre forment une caste très fermée disposant d'avantages propres!

Il faut compter aussi avec le fait que la masse des syndiqués se contente de voter aux élections, ou de suivre un mouvement de grève temporaire, ou de ne faire appel au syndicat que pour des problèmes individuels ou locaux, ce qui renforce encore le pouvoir des bureaucraties syndicales parisiennes!

Enfin, le moins que l'on puisse dire c'est que le sentiment collectif et prolétarien est plus atténué chez les jeunes générations qu'autrefois! L'un dans l'autre, avec des nuances selon les catégories, les postiers de province seraient à peu près satisfaits par des mesures financières, ou de modernisation, et ceux de Paris,

plutôt mécontents, et ayant besoin, en outre, de réformes de structures importantes peu prévisibles dans le proche avenir!

Il existe une internationale des P.T.T., affiliée à la C.I.S.L., mais sa principale action est d'échanger des rapports techniques, et de faciliter les voyages de certains syndicalistes bien introduits dans les divers organismes inter-étatiques! Son efficacité est bien moindre que l'union postale universelle — uniquement administrative — qui, en menaçant de « dévaloriser » certains timbres, arrive à imposer sa volonté en cas de non respect de ses règlements. Y compris en U.R.S.S. C'est pourquoi notamment, l'administration étant tenue de rembourser les lettres recommandées perdues, les P.T.T. soviétiques sont en litige perpétuel avec les services de censure du K.G.B., qui doit prendre des précautions et faire des remboursements! Donc obérer ses crédits, se justifier par voie administrative, etc. Chose déplaisante. A titre de compensation le K.G.B. est la seule police politique du monde à avoir bénéficié d'un timbre anniversaire commémoratif!

Et pourtant, la coordination internationale des mouvements des P.T.T. serait un moyen très efficace pour redonner un second souffle à des actions qui s'enlisent! Il ne faut pas compter sur les « caciques » syndicaux actuels pour y penser!

M. SERVET.

ENTRE NOUS

Comme il se devait, ce numéro est principalement consacré au souvenir de Robert LOUZON. Nous le devons à la mémoire de ce camarade de stature et de talent exceptionnels, à ce militant aussi, car il ne se battait pas qu'avec sa plume pour la révolution sociale, il savait payer de sa personne et, quand il le fallait, prendre le fusil.

Depuis notre premier numéro (il y a de cela cinquante-deux ans) jusqu'à ces derniers mois, il a donné à la « R.P. » une note originale qui faisait que beaucoup y étaient attachés. Il provoquait parfois; il provoquait à l'opposition, à la discussion, à la réflexion.

La « R.P. » a survécu à Monatte, elle a survécu à Rosmer; difficilement, mais elle a survécu. Elle l'a fait pour que l'écho de leur pensée et de leur action ne se perde pas. Survivra-t-elle à la disparition de Robert Louzon? Elle en est affaiblie, incontestablement. Et ce coup s'ajoute à ses difficultés permanentes. La « R.P. » a un rôle incommode et qu'elle ne peut cependant abandonner sans se trahir: rester fidèle à ces grands pionniers dont les noms sont maintenant inscrits en bonne place dans les annales du mouvement ouvrier et, en même temps, se renouveler, se rajeunir, s'adapter à une situation nouvelle. Elle s'épuise à cette tâche, parce que, si elle n'a plus ces fondateurs irremplaçables, elle ne trouve pas, ou insuffisamment, les jeunes qui doivent pourtant occuper leurs places.

En dehors de ce problème, à vrai dire fondamental, il y a ces difficultés matérielles obsédantes dont nous vous entretenons chaque mois. La vie, la continuité d'une revue comme la nôtre n'ont jamais été faciles. Elles le sont moins encore aujourd'hui où les coûts de l'impression croissent sans cesse, tandis que cette branche industrielle connaît, à la suite de beaucoup d'autres, de grandes mutations techniques.

Alors, faut-il abandonner et laisser aux rayons des bibliothèques spécialisées les vieilles collections de la « R.P. » riches pourtant de toute une histoire ouvrière internationale, riches d'indépendance et de liberté?

Non! répondent encore la plupart de nos abonnés, et les plus fidèles lecteurs, les plus constants dans la solidarité le crient plus fort que les autres. Eh bien! essayons ensemble de maintenir l'œuvre qu'illustra longtemps Robert Louzon. Essayons ensemble de résoudre le problème principal que nous avons évoqué tout à

l'heure. Mais ne dédaignons pas les tâches pratiques de diffusion, de collecte des abonnés, de sélection de jeunes militants. Payons de notre personne et de notre argent. Oui, de notre argent! Nous n'aurons jamais honte de faire un appel incessant à la solidarité de nos amis, à ceux qui, fraternellement, crient non! à la disparition d'une tribune libre, ouverte à tous les militants dévoués au mouvement ouvrier, au long effort patient pour le bien-être et la liberté.

D'OU VIENT L'ARGENT ?

MOIS DE SEPTEMBRE 1976

RECETTES

Abonnements ordinaires	853	
Abonnements de soutien	795	1.648,00
Souscription		572,90
Vente au numéro		82,00
Compte Editions		30,00
Total des recettes		2.332,90
En caisse au 1-9-76		4.556,23
		6.889,13

DEPENSES

Facture Ed. polygl., n° mai 76	3.735,60
Participation loyer	350,00
Voyage septembre 1976	154,00
Téléphone	88,53
Total des dépenses	4.328,13
En caisse au 30-9-76	2.561,00
	6.889,13

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

F. Fuvel (69), 100; Philippon (18), 75; J.-L. Bureau (92), 100; M. Chandelier (91), 100; E. Moreniche (79), 70; Fichet (93), 100; Jousset (79), 150; Aurembouix (75), 100.

SOUSCRIPTION

Andrieu (06), 100; Germaine Thomas (71), 100; Aubéry (USA), 96,40; Lippe (Belgique), 126,50; Madame Nicolas 20; Duperray (42), 10; A. Guiani (Suisse), 30; Mme M. Costentin (94), 50; J. Bardin (75), 40.

LA REVOLUTION PROLETARIENNE

C.C.P. 734.99 Paris

21. rue Jean-Robert, 75018 PARIS

Tél. : 607.02.06

Abonnements : 6 mois, 30 F — 1 an, 60 F.
Autres pays : 6 mois, 35 F — 1 an, 70 F